



CARTOGRAPHIE ET PROFIL
SOCIOÉCONOMIQUE DES
COMMUNAUTÉS DE RETOUR
EN CÔTE D'IVOIRE

RAPPORT
DE SYNTHÈSE

2018



 **OIM**
ONU MIGRATION

Projet financé par l'Union européenne
Projet mis en oeuvre par l'OIM



Le présent rapport de synthèse a été produit grâce au soutien financier de l'Union européenne.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues et politiques officielles de l'Union européenne ou de l'Organisation internationale pour les migrations. Les désignations utilisées et la présentation de tout le contenu du document n'impliquent aucune expression de la part de l'Union européenne ou de l'OIM concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de leurs autorités, concernant leurs frontières ou limites.

L'Union européenne ou l'OIM ne donnent aucune garantie ou représentation, explicite ou implicite, en ce qui concerne l'exactitude ou l'exhaustivité de ce document. En aucun cas, ils ne seront responsables de toute perte, dommage, responsabilité ou dépense encourus ou subis qui résulteraient de l'utilisation de cette étude, y compris, sans limitation, toute faute, erreur, omission, interruption ou retard à cet égard.

Ce document contient des liens de sites web de tiers. Les sites auxquels on peut accéder à partir de ces liens ne sont pas gérés ou contrôlés par l'Union européenne ou par l'OIM. L'Union européenne ou l'OIM n'est donc pas responsable de la disponibilité, du contenu ou de l'exactitude de ces sites, ni d'aucun lien contenu dans ces sites cités comme références. La mention de ces liens est à titre indicatif uniquement et ne constitue en aucun cas ni une recommandation ni une incitation aux lecteurs à utiliser ces références. Cette mention n'implique également aucune approbation de sites web par l'Union européenne ou l'OIM.

L'OIM croit fermement que les migrations ordonnées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM collabore avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Ce rapport de synthèse a été préparé à la demande du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la recherche a été effectuée par Samuel Hall. Les avis exprimés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM. Toute erreur ou omission relève de la responsabilité de Samuel Hall.

Référence du document :

Samuel Hall (2018). *Cartographie et profil socioéconomique des communautés de retour en Côte d'Ivoire (Rapport de Synthèse)*. Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations.

I. CONTEXTE, OBJECTIFS & MÉTHODOLOGIE

La Côte d'Ivoire est un pays de destination majeur en Afrique de l'Ouest pour les travailleurs migrants des pays voisins de la CEDEAO. En revanche, **la migration irrégulière des Ivoiriens vers l'Europe est considérée comme un développement récent**. Si 3 772 Ivoiriens arrivaient en Italie par bateau en 2015, ce chiffre a connu une hausse de 229 % en 2016 avec 12 396 arrivées. Cette augmentation explique **l'ampleur actuelle et sans précédent des retours assistés de migrants venant principalement de Libye, du Niger ou du Maroc**.

Malgré l'ampleur et la nouveauté du phénomène, l'OIM Côte d'Ivoire bénéficie d'un budget relativement moindre par rapport aux autres pays bénéficiaires de l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants (2 700 000 EUR contre, par exemple, 5 400 000 EUR en Guinée Conakry, qui a comme objectif d'accueillir 2000 migrants assistés au retour) et est la **seule organisation financée par le Fonds fiduciaire de l'Union européenne en Côte d'Ivoire, ce qui limite les opportunités d'orientation économique, sociale et psychosociale** pour les migrants assistés au retour. Si l'assistance à 750 migrants au retour et à la réintégration était prévue sur 3 ans dans le cadre du projet du Fonds Fiduciaire, plus de 2 700 étaient déjà revenus en Côte d'Ivoire dès la première année du projet (mai 2017-mai 2018).

¹ Conformément aux Termes de Référence et au travail effectué avec les équipes de l'OIM, — le mot communauté est privilégié à celui de localité. Localité a une connotation géographique quand la communauté a un sens élargi : géographique, sociale, économique, culturelle, linguistique, symbolique, voire virtuelle. Des précisions peuvent être

La mise en œuvre du projet est supervisée par un comité de pilotage, co-présidé par le Gouvernement ivoirien à travers la **Direction des Ivoiriens de l'Extérieur (DGIE) du Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur**, dont l'OIM assure le secrétariat. Au niveau technique et quotidien, la coordination notamment de l'assistance et de la réintégration, est assurée par un Comité de Gestion des Cas (CGC), composé à la fois de représentants du Gouvernement ivoirien, à travers plusieurs

Ministères, de la société civile ainsi que de l'OIM.

Néanmoins, les **mécanismes de réintégration sur le court et moyen terme font défaut**, étant donné l'ampleur des retours et l'adoption d'une nouvelle approche, notamment au niveau de la mise en place de projets de *réintégration communautaire* des migrants de retour dans les zones de retour. Dans ce contexte en évolution rapide, la présente étude vise à soutenir la mise en place opérationnelle de l'Initiative conjointe à travers :

1) une **étude de 6 communautés de retour¹ et à fort potentiel migratoire identifiées par l'OIM en Côte d'Ivoire** et 2) une **base de référence socioéconomique pour permettre une évaluation de l'impact des initiatives d'aide au retour et à la réintégration conduites par l'OIM en Côte d'Ivoire**. À travers la recherche socioéconomique et l'approche C4D (*Communication pour le*

trouvées dans le rapport régional et le rapport MEASURE. IOM – MEASURE, 2017. *Setting Standards for The Operationalisation of IOM's Integrated Approach to Reintegration*, Final Deliverable, Research conducted by Samuel Hall for IOM – Geneva

Développement), l'audience prioritaire reste les migrants de retour, mais aussi les communautés dites « hôtes », de retour, de transit ou d'accueil, afin de faciliter la réintégration ou l'intégration sociale, économique, mais aussi psychosociale au sein de ces communautés.

L'initiative conjointe est inscrite dans un changement d'approche à la réintégration au sein de l'OIM. En 2017, l'OIM a développé une définition multidimensionnelle et intégrée de la réintégration durable : « la réintégration est durable lorsque le migrant de retour atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale au sein de sa communauté et de bien-être psychosocial, qui lui permet de faire face aux facteurs de migration. Une fois que la réintégration est durable, la décision de migrer à nouveau devient un choix et non une nécessité pour le migrant. »

L'enquête de terrain en Côte d'Ivoire a eu lieu du 10 au 25 février 2018, avec une enquête quantitative auprès des jeunes (15-34 ans) dans les six communautés interrogées (627 au total, soit en moyenne 104 par communauté). L'équipe a également effectué des entretiens qualitatifs auprès des membres de la communauté, des employeurs et des migrants de retour — notamment par le biais de fiches d'observation communautaires (6), des discussions de groupe (12, soit 2 par communauté), et d'entretiens avec les parties prenantes (61, soit 10 par communauté en moyenne).

Les zones étudiées sont de deux types :

- **Communes urbaines d'Abidjan** (capitale économique de la Côte d'Ivoire) : les quartiers d'Abobo, Adjouffou et Yopougon
- **Capitales régionales** : Daloa, Bouaké et Korhogo

Il est à cet égard encourageant que, dans les six communautés interrogées, l'équipe de recherche n'ait **pas identifié de tensions significatives**

causées par une compétition pour les ressources entre migrants de retour et non migrants au niveau communautaire.

En revanche, une part importante des répondants estime que les migrants de retour sont perçus de manière négative au sein de la communauté (41 % des répondants), contre 40 % qui pensent l'inverse. La perception positive ou négative des migrants de retour a le plus souvent trait au succès ou à l'échec de l'expérience migratoire. Les migrants les moins bien perçus sont ceux qui n'ont pas réussi et qui sont rentrés sans épargne.

Avec la recrudescence des retours en situation « d'échecs », il est crucial d'éviter une dégradation des relations entre migrants de retour, migrants assistés au retour, et non migrants par un effort d'intégration économique, sociale et psychosociale qui permet de dessiner une perspective collective. Il s'agit également de donner aux migrants de retour comme aux non-migrants l'opportunité de faire des choix individuels et de mieux s'intégrer aux processus de décision collectifs. L'enjeu de cette étude va donc au-delà de l'OIM ou des migrants de retour ivoiriens eux — mêmes, puisqu'elle touche à la pérennité sociale, sociétale et économique des communautés de retour : comment faire de l'expérience du retour une chance individuelle et communautaire ?

Carte 1 Communautés étudiées en Côte d'Ivoire





Qui sont les migrants de retour interrogés lors de l'étude ?

Dans cette étude, le terme « migrant de retour » est employé pour parler des personnes interrogées lors de l'enquête qui ont vécu plus de trois mois à l'étranger et sont revenues en Côte d'Ivoire sans assistance de l'OIM ; et le terme « migrants assistés au retour » pour parler des Ivoiriens assistés par l'OIM dans le cadre de l'Assistance au retour volontaire et à la réintégration. Malgré des similarités et des profils qui se recoupent entre ces deux groupes, les données décrivent, en plus des communautés sélectionnées, les migrants de retour — mais non les migrants assistés au retour, en raison de leur relativement petit nombre. À l'image des données collectées par l'OIM auprès des migrants assistés au retour (Rapport de profilage), les migrants de retour répondants sont plus susceptibles d'être des hommes que des femmes (20 % des Ivoiriens assistés au retour par l'OIM sont des femmes, ce qui constitue néanmoins une proportion nettement plus importante que dans les autres pays du FFUE).

II. DONNÉES SOCIOÉCONOMIQUES & PSYCHOSOCIALES SUR LES 5 COMMUNAUTÉS INTERROGÉES

Cette section fournit un aperçu des conclusions les plus pertinentes de la présente étude à travers l'analyse des données économiques, sociales et psychosociales.

DIMENSION ÉCONOMIQUE

Des migrants de retour plus susceptibles d'avoir un emploi (généralement informel)

rémunéré, mais des vulnérabilités alarmantes :

- Les migrants de retour ont un **accès au revenu supérieur** (60 % contre 53 % pour les non-migrants), notamment dans le secteur privé, mais on note une **vulnérabilité accrue**, qui se traduit par un endettement plus élevé que les non-migrants (24 % contre 15 % pour les non-migrants, soit +9 points), et des restrictions en matière alimentaire (35 % contre 24 % pour les non-migrants, soit + 11 points).
- Concernant **l'endettement**, il faut remarquer le pourcentage important de répondants (16 %) qui déclarent avoir des dettes d'un niveau supérieur au revenu mensuel global de leur ménage. L'écart entre Abidjan et les régions au niveau de l'endettement est également à noter : s'il y a des écarts entre le niveau des dettes entre les communautés, avec un niveau d'endettement plus important à Abidjan, la capacité d'emprunter est relativement plus élevée hors d'Abidjan. Les femmes sont également moins susceptibles d'avoir des dettes ou d'être capables d'emprunter de l'argent — ce qui peut limiter leur capacité à financer des initiatives entrepreneuriales.

Des compétences professionnelles non alignées avec les secteurs porteurs de l'économie nationale :

- Un **peu plus de la moitié des répondants détiennent une activité génératrice de revenus** (54 %). Les répondants travaillent principalement dans le commerce (notamment de détails), mais peu dans l'agriculture, l'élevage et d'autres activités perçues comme génératrices de revenus par **le gouvernement ivoirien**. Malgré un taux de chômage bas en Côte d'Ivoire, la qualité des emplois informels ne permet pas une inclusion durable de la jeunesse.
- **La main-d'œuvre ivoirienne interrogée manque de qualifications** : 24 % des répondants et un taux alarmant de femmes (environ un tiers de l'échantillon des répondants) déclarent n'avoir « aucune compétence ». Les activités et compétences détenues par les jeunes hommes et femmes sont en revanche relativement similaires — elles restent basiques ou polyvalentes, signes d'un manque de qualifications réelles.
- Les compétences souhaitées et acquises dans notre échantillon sont **particulièrement liées au sexe**. Les femmes sont plus susceptibles de déclarer des compétences en coiffure, alors que les hommes sont plus susceptibles de déclarer des compétences en électricité, télécommunications et réparation de voitures.
- Les répondants sont **unanimes concernant leur intérêt pour le développement de leur propre entreprise**, et identifient le manque de capital comme obstacle principal à l'entrepreneuriat, plutôt que les compétences ou le réseau.
- Au regard des activités décrites comme génératrices de revenus et des compétences détenues par les répondants, des **formations dans les domaines suivants pourraient être envisagées** : élevage, agriculture (dont l'agribusiness), commerce, pisciculture, gestion des ressources naturelles, menuiserie et artisanat. D'autres formations, visant des activités ayant des dividendes environnementaux ou sociaux (comme suggéré dans les recommandations du présent rapport) sont également à considérer.

Acteurs économiques en Côte d'Ivoire :

Le Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes gère un nombre d'agences et de programmes utiles pour la réintégration économique des migrants de retour :

- **L'Agence Emploi Jeunes** reçoit un soutien de l'Union européenne pour fournir des services de placement et d'aide à l'embauche,
 - o Programme de requalification et formations courtes et pratiques, d'entrepreneuriat et financement d'initiatives économiques et financement de micro-entreprises, d'activités génératrices de revenus (AGR), d'Apprentissage et de Travaux à Haute Intensité de Main

d'œuvre (THIMO) : vise à financer la rémunération des jeunes, de l'équipement de travail et de l'accompagnement à l'insertion des jeunes et des femmes.

- Opération spéciale : **AGIR POUR LES JEUNES** : financée à hauteur de 1 milliard 50 millions de francs CFA et en partenariat avec la Banque Atlantique et l'Union nationale des coopératives d'épargne et de crédit (UNACOOPEC).
- **Projet d'Appui au Traitement Économique du Chômage (PATEC)** : qui vise à former, financer (installer) et accompagner les promoteurs détenteurs de projets viables dans la mise en œuvre de leurs activités.
- **Projet emploi jeune et Développement des compétences (PEJEDEC)**, financé par la banque mondiale à hauteur de 25 milliards de F CFA (réservé aux migrants qui étaient sur le territoire français et qui bénéficient d'un retour mis en œuvre par le Gouvernement français) ;
- **Projet C2D-Emploi des jeunes**, financé par l'AFD dans le cadre du C2D à hauteur de 10,2 Milliards de F CFA
- **Projet d'insertion Socioéconomique des Populations vulnérables de l'Ouest de la Côte d'Ivoire (PRISE)**, financé par le Gouvernement japonais

Au niveau communautaire, les acteurs pouvant soutenir la réintégration économique des migrants sont les entreprises privées, la CGECI (Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire - Patronat ivoirien) ou encore les microentreprises.

DIMENSION SOCIALE

Migration et éducation : une relation complexe.

- Les migrants de retour sont **moins susceptibles d'avoir quitté l'école** (44 % contre 63 %). De nombreuses personnes interrogées déplorent la faiblesse de la qualité des infrastructures éducatives.
- Par ailleurs, à l'inverse d'une opinion souvent répandue, notre échantillon suggère que le profil éducatif des migrants de retour ne diffère pas fondamentalement de celui des non migrants, mais que **l'éducation semble être un facteur important pour comprendre les aspirations des gens à rester ou à partir** : plus un jeune est éduqué, plus il est susceptible d'aspérer à quitter sa communauté. La capacité à transformer cette aspiration en une réalité va aussi dépendre des capacités socioéconomiques de chacun (capital social, réseau, ressources financières).

Un accès aux services inégal entre les communautés :

- **L'accès aux services** est contrasté selon les communautés et les services. Les **principales différences en termes d'accès aux services se situent entre les communautés** plutôt qu'entre les sexes ou les différents profils migratoires — *il est donc préférable de développer des projets communautaires que des projets individuels qui favoriseraient les migrants de retour par rapport aux jeunes de la communauté.*
- Adjouffou a un profil de vulnérabilité plus marqué, notamment au niveau de l'accès à la justice, au logement, à la santé et à l'eau potable. Le plan de restructuration récent de Port Bouët/Adjouffou a été vécu comme une injustice. Pour tous les services, l'accès est considéré satisfaisant par moins de la moitié des répondants. L'accès à un logement de qualité est considéré comme le défi principal en termes d'accès aux services par l'ensemble de la population.
- Bien que d'importantes variations aient été constatées entre les communautés, il n'y a pas de différences significatives concernant l'accès aux services entre migrants de retour et membres de la communauté.

Acteurs sociaux en Côte d'Ivoire

- Le Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté est en charge de l'accueil des migrants et pourrait jouer un rôle clé dans le soutien à l'accès aux services au niveau local grâce à sa présence sur l'ensemble du territoire ivoirien.
- Les acteurs pouvant contribuer à l'amélioration de l'accès aux services de base à travers l'entrepreneuriat social au niveau communautaire sont les maires, les préfectures, les associations de migrants de retour, et les associations d'appui aux initiatives de développement rural.

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

Des aspirations à quitter la communauté non majoritaire parmi la population cible :

- **Moins de la moitié des jeunes répondants (44 %) désirent partir.** À la différence du sondage, les entretiens qualitatifs révèlent un intérêt quasi équivalent pour le départ entre communautés (mais aussi supérieur aux taux observés dans le sondage).
- **Les raisons de vouloir partir diffèrent de façon significative entre les hommes et les femmes :** si les hommes sont plus souvent motivés par des raisons économiques, les femmes mentionnent à la fois des raisons économiques et familiales. Par contraste, les motivations invoquées pour le retour sont essentiellement familiales (58 % au total, soit 42 points de plus que pour le départ), alors que les mobiles économiques reculent au second plan (24 %, soit 29 points de moins). De façon similaire, les retours sont principalement motivés par des raisons familiales (42 %) et économiques (27 %).
- **La connaissance des risques liés à la migration n'est un facteur d'influence du désir de rester que pour 8 % des répondants.**

Une perception plutôt positive des migrants de retour à nuancer :

- **41 % des répondants considèrent que les migrants de retour sont traités de manière négative** — ce chiffre est plus élevé à Bouaké (51 %) et Daloa (57 %) qui ne sont pourtant pas des communautés où la part des migrants de retour est la plus forte dans notre échantillon. Cela s'explique notamment par l'histoire migratoire de ces communautés — traditionnellement peu marquées et n'ayant pas bénéficié des apports de la diaspora en termes d'infrastructures. En effet, la perception positive ou négative des migrants de retour a par conséquent le plus souvent trait au succès ou à l'échec de l'expérience migratoire. Le **poids du retour** en situation « d'échec » **sur la famille** est également ressenti comme un obstacle à la réintégration.

Des besoins psychosociaux importants :

- Bien que les taux d'émotions négatives autodéclarées soient élevés et que la moitié de l'échantillon (47 %) dit vouloir avoir accès à un soutien psychosocial, un sentiment d'optimisme est perceptible sur l'ensemble de l'échantillon.
- Quoique les migrants de retour répondants aient exprimé moins de sentiments négatifs que les non — migrants (à part la colère, +6 points), **les entretiens qualitatifs dépeignent une image beaucoup plus contrastée et révèlent l'existence de lourds troubles psychosociaux**, notamment chez les migrants de retour récents. La réintégration semble par conséquent (à l'heure actuelle) plus difficile au niveau individuel que communautaire, et liée à des sentiments de honte et à des troubles psychosociaux accumulés lors de l'expérience migratoire et du retour (notamment pour les AVRR).

Acteurs psychosociaux :

- Le tissu associatif sur les questions migratoires développé comme les ONG VIF, CEVI et FOSCAO sont implémentées au niveau local et ont déjà des partenariats en place (VIF/CEVI avec la Mairie de Daloa, Cri du Cœur avec une auto-école qui forme les jeunes bénéficiaires à la conduite pour un coût diminué par 50 %) et pourraient contribuer à une prise en charge psychologique complète et systématique des migrants de retour. La Croix Rouge est également un partenaire déjà formé aux questions psychosociales.
- Des relais communautaires comme la Jeunesse Communale peuvent contribuer à la **sensibilisation des familles des bénéficiaires**, notamment sur les attentes et la déception au sein de la famille, qui constituent un facteur de stress supplémentaire pour les migrants de retour.
- Le gouvernement gère 13 Centres d'Écoute et de Conseils (CEC) sur le territoire ivoirien, mais ceux — ci sont « affectés par des difficultés de fonctionnement ».²

III. IDENTIFICATION DES BESOINS COMMUNAUTAIRES EN VUE D'UNE MEILLEURE RÉINTÉGRATION

Pour corroborer les éléments récoltés sur le terrain et sur la base des indicateurs développés dans le rapport régional et du rapport MEASURE³, le tableau ci-dessous présente les différentes dimensions de réintégration individuelle pour les six communautés interrogées en Côte d'Ivoire. Dans un premier temps, un indicateur est développé pour chacune des trois dimensions — économique, sociale, psychosociale — en fonction des données quantitatives récoltées lors de l'étude auprès des personnes interrogées dans chaque communauté ; ces trois indicateurs sont composés à l'aide des réponses données sur les profils socioéconomiques, les perceptions individuelles, la présence et la qualité des infrastructures, la présence et la qualité des services de santé, la possibilité d'obtenir des financements ou prêts, le dynamisme des échanges commerciaux, les vulnérabilités observables, la sécurité, l'environnement, la cohésion sociale, etc. Dans un second temps, un indicateur synthétique représentant la moyenne arithmétique — sans poids particulier — des trois indicateurs précédents permet la définition d'un score de réintégration économique, sociale et psychosociale. Cette grille d'analyse pourra être répliquée, en utilisant la même méthodologie, lors des évaluations d'impact ultérieures des versions simplifiées peuvent aussi être développées par les équipes de monitoring interne de l'OIM Côte d'Ivoire.

Tableau 1 Score de réintégration économique, sociale et psychosociale pour les communautés étudiées en Côte d'Ivoire

	Pilier 1 Dimension économique			Pilier 2 Dimension sociale		Pilier 3 Dimension psychosociale		Score de réintégration		
	Rang	Communauté	Score	Communauté	Score	Communauté	Score	Rang	Communauté	Score
Côte	1	Korhogo	0,72	Bouaké	0,88	Abidjan Abobo	0,74	1	Bouaké	0,66
	2	Bouaké	0,62	Korhogo	0,80	Adjouffou	0,63	2	Korhogo	0,66
	3	Yopougon	0,56	Daloa	0,44	Daloa	0,51	3	Abobo	0,46
	4	Adjouffou	0,51	Yopougon	0,25	Yopougon	0,50	4	Yopougon	0,44
	5	Abobo	0,46	Abobo	0,19	Bouaké	0,48	5	Adjouffou	0,42
	6	Daloa	0,23	Adjouffou	0,10	Korhogo	0,41	6	Daloa	0,39

² Source OCDE (2017), « Examen du bien-être et des politiques de la jeunesse en Côte d'Ivoire ». L'équipe de recherche n'a pas été en mesure de prendre contact avec eux.

³ IOM – MEASURE, 2017. *Setting Standards for The Operationalisation of IOM's Integrated Approach to Reintegration*, Final Deliverable, Research conducted by Samuel Hall for IOM – Geneva.

- La **dimension économique** porte sur la présence d'offres d'emploi ou d'activités génératrices de revenus, et le niveau de vie au sein d'une communauté. Dans le tableau 1, on voit de nettes différences entre Korhogo et Bouaké (0,72 et 0,62) et les quatre autres communautés (0,23 à 0,56). Korhogo et Bouaké profitent en effet de marchés importants, au centre de régions agricoles dynamiques. Les plus faibles scores obtenus par les communautés de Yopougon et Abobo, pourtant au sein d'Abidjan où la compétition pour les emplois soutenables et formels est un obstacle important pour une jeunesse qui peine à s'insérer.
- La **dimension sociale** prend en compte le niveau d'accès aux services de base tels que l'eau et l'électricité, l'éducation, la santé, le logement, la documentation, la justice et l'application de la loi. Dans ce domaine, la prééminence de Yopougon s'explique principalement par la présence d'un meilleur accès aux soins, à l'eau potable, et à l'éducation que les autres communautés. À l'inverse, le score très bas obtenu par Adjouffou s'explique par un profil de vulnérabilité plus marqué, notamment au niveau de l'accès à la justice, au logement, à la santé et à l'eau potable.
- La **dimension psychosociale** est couverte par les indicateurs quantitatifs prenant respectivement en compte l'incidence des émotions négatives au quotidien (colère, peur, solitude, faible estime de soi, tristesse, etc.) au sein de la communauté et le besoin en services psychologiques spécialisés. L'indicateur prend également en compte l'incidence de la discrimination, de la participation sociale et des niveaux perçus de sécurité et de confiance au sein de la communauté. Bouaké et Korhogo, grâce à une cohésion sociale plus importante, font face à moins de discrimination (8 % à Korhogo par rapport à 23 % à Adjouffou) et ont un accès plus important à l'aide psychosociale au sein de la communauté (86 % à Korhogo contre à 5 % à Yopougon) à travers les structures communautaires locales, formelles ou informelles. Cet indicateur permet en particulier d'identifier un besoin crucial à Korhogo comme à Bouaké — qui sont relativement plus favorisés socialement ou économiquement —, mais ne disposent pas d'infrastructures et de services de soutien psychosocial à la hauteur de la demande et des problèmes exprimés par les jeunes locaux.

Sur la base des indicateurs ci-dessus, nuancés par l'observation directe et par les entretiens qualitatifs, il est possible d'identifier des besoins communautaires spécifiques dans des domaines comme l'eau, l'énergie, l'environnement, etc. relevés dans le tableau suivant : en rouge, les enjeux prioritaires ; en orange, les enjeux importants.

Tableau 2 Aperçu des défis socioéconomiques principaux par communauté

Enjeux communautaires	Abobo	Adjouffou	Yopougon	Bouaké	Daloa	Korhogo
Eau						
Éducation						
Énergie						
Infrastructures						
Productivité agricole						
Environnement						
Formation						
Financement						
Cohésion sociale						
Logement						
Santé						
Psychosocial						
Accès aux documents	Possibilité de plaider à l'échelle nationale					
Accès à la justice — police	Possibilité de plaider à l'échelle nationale					

IV. APERÇU DES ACTEURS DE LA RÉINTÉGRATION ET DE LEURS CAPACITÉS EN CÔTE D'IVOIRE

La Stratégie Nationale de Politique Migratoire a été développée en 2014, mais n'a pas été adoptée par le gouvernement. Un « *Plan national de réintégration* » est en cours de revue interministérielle.

Le projet FFUE bénéficie d'un comité de pilotage et d'un Comité de gestion des Cas (CGC), qui constitue le comité technique du projet et implique les acteurs menant des actions en lien avec la problématique migratoire et/ou qui pourraient inclure des migrants de retour dans leurs activités.

Au-delà du projet EUTF, selon les parties prenantes interrogées, certains **obstacles** freinent encore la mise en place d'un système concerté pour la réintégration en Côte d'Ivoire :

- **La multiplication des acteurs :** La migration est une thématique transversale, qui touche plusieurs secteurs du développement. Depuis quelques années, elle est au centre des médias et de l'attention des donateurs, et plusieurs acteurs vont alors utiliser ce terme dans leur proposition de projet afin d'attirer des financements. Cela multiplie le nombre d'acteurs de la migration et crée une confusion entre les différents niveaux d'expertise et champs d'intervention de chacun.⁴ Les **ONG concentrées sur les questions de retour** sont récentes ou ont adapté leur mandat suite à l'augmentation des retours.
- **Les autorités locales** ne sont pas encore suffisamment sensibilisées à la question des retours (la mairie et les Agences Emplois Jeunes de Bouaké et de Korhogo déclarent ne pas connaître de migrants de retour).

Le tableau 3 présente des partenariats généraux et applicables à toutes les interventions d'intégration économique, sociale, psychosociale et environnementale ainsi que les besoins en renforcement de ces acteurs. Ces résultats s'appuient sur des observations empiriques et interviews aux échelons nationaux ainsi que sur des enquêtes de terrain dans les six communautés interrogées. Ces pistes de partenariat ne sont qu'indicatives, en raison des limites propres à cette étude.

⁴ KII OIM, KII AECID, Bamako, Mars 2018

Graphique 1 Cartographie des acteurs avec identification des faiblesses structurelles majeures

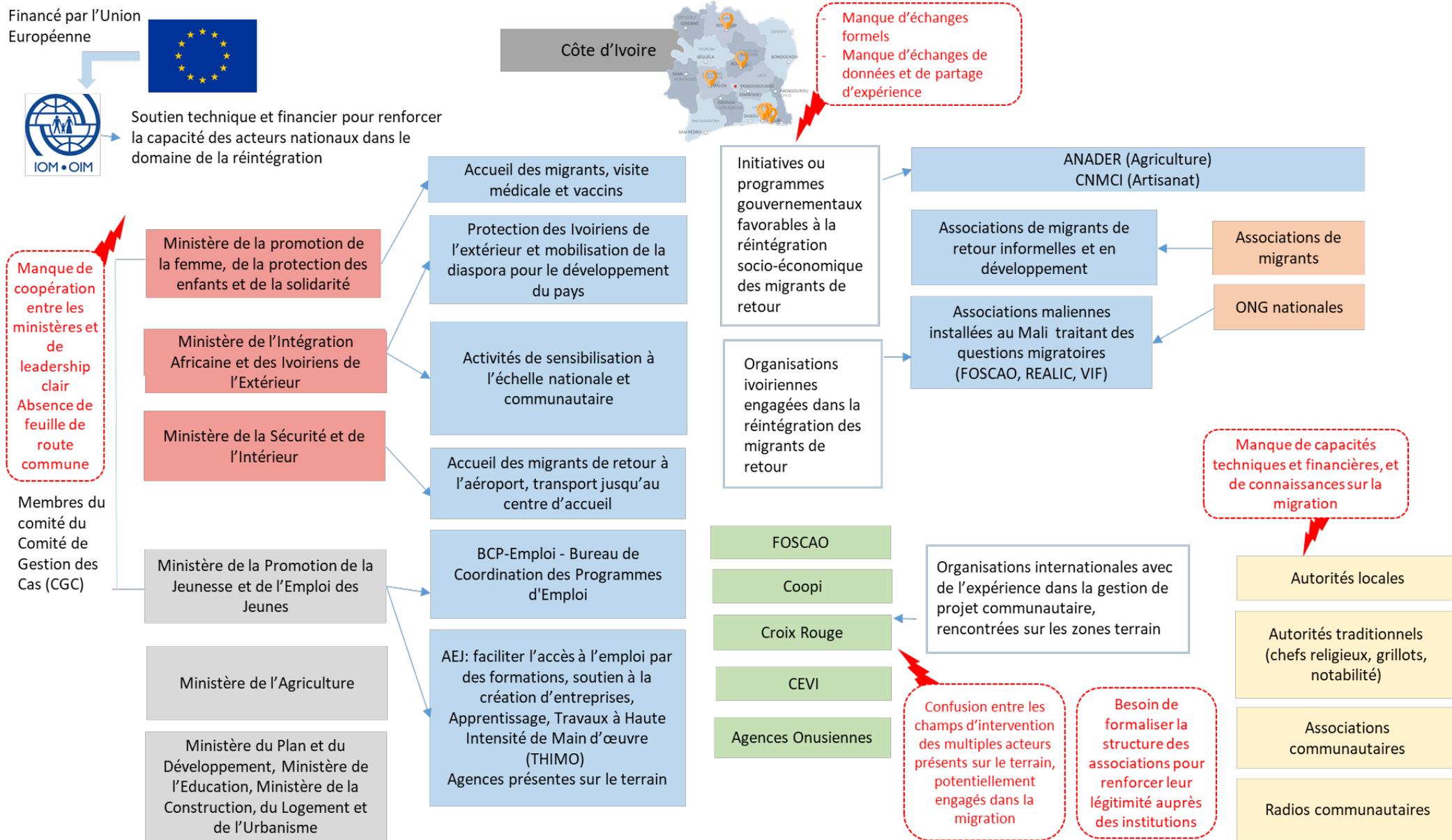


Tableau 3 Partenariats structurels et généraux (indépendamment de la chaîne de valeur ou filière)

STRUCTURE D' INTÉGRATION SOCIALE	<p>Partenaires institutionnels et/ou gouvernementaux AGEFOP — Agence nationale de l'Ingénierie de la formation professionnelle CEPICI — Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire CGECI — Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire — Patronat ivoirien CNMCI — Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire DGIE — Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur DPE — Direction de la Protection de l'Enfance INIE — Institut Ivoirien pour ! » Entreprise MCIPPME — Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME MEPS — Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale MIAIE — Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur MIS — Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité MSCSLP — Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté MSFFE — Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant). ONFP — Office National de Formation Professionnelle</p> <p>Emploi jeunes AEJ — Agence Emploi Jeunes BCP-Emploi — Bureau de Coordination des Programmes d'Emploi MPJEJ — Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes PFS — Plateforme de services</p>	<p>Intégration sociale et psychosociale CEVI — Centro di Volontariato Internazionale CR — Croix Rouge FOSCAO — Forum des Organisation de la Société Civile d'Afrique de l'Ouest Côte d'Ivoire Conseils Communaux de la Jeunesse MSCSLP — Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté MSFFE — Ministère de la Femme, de l'Enfance et de la Solidarité VIF - Vivre Informer Fraterniser</p> <p>Secteur agricole et agroalimentaire ANADER — Agence Nationale d'Appui au Développement Rural ANOPACI — Association Nationale des Organisations Professionnelles Agricoles de Côte d'Ivoire Centres de formation de l'Agence Nationale pour le Développement Rural Chambres d'Agriculture de Côte d'Ivoire Conseil du Café-Cacao Conseil du Coton et de l'Anacarde FIRCA — Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole MADR — Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural MRAH — Ministre des Ressources Animales et Halieutiques ONDR — Office National de Développement de la Riziculture</p>
	FINANCEMENT & QUALITÉ	<p>Partenaires financiers et investisseurs sociaux AEJ — Agence Emploi Jeunes BM — Banque Mondiale Fonds d'Appui à ! » Entrepreneuriat des Jeunes » cofinancé par Afrique Emergence et Investissement (AE&I) et l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel) Happybenky — plateforme ivoirienne de financement participatif IVENTEX Microcred Côte d'Ivoire</p>
RECHERCHE & INNOVATION		<p>Partenaires recherche Agrinatura — Universités et Centres de Recherche Européens (agriculture et développement) CIAT — Centre International pour l'Agriculture Tropicale CIRAD — Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement CNRST — Centre National de la Recherche Scientifique et Technique CRREA — Centres Régionaux de Recherches Environnementales et Agricoles</p>

Tableau 4 Partenariats spécifiques (selon la chaîne de valeur ou le secteur)⁵

	Secteur collecte et recyclage de déchets	Secteur Tourisme	Secteur BTP/ciment
	<p>Yopougan</p> <p>Bouaké</p> <p>Daloa</p>	<p>Abidjan</p> <p>Korhogo</p>	<p>Abidjan</p> <p>Bouaké</p> <p>Daloa</p>
<p>Partenaires gouvernementaux, institutionnels et ONG</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Agence Nationale de la Salubrité Urbaine (ANASUR) • Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL) • Comité National de Salubrité Publique • Côte d'Ivoire Pays Propre-ONG • Groupement Ivoirien d'Industrie et de Commerce (G.I.C.) • Ministère de l'Environnement et du Développement Durable • Ministère de l'Industrie. • Ministère de la Salubrité Urbaine 	<ul style="list-style-type: none"> • AMFORHT (Association Mondiale Pour La Formation Hôtelière Et Touristique) • CECFP-Tourisme • Centre International des Métiers de l'Aviation et du Tourisme (CIMAT) • Fonds de Développement Touristique (Fdt) • Ministère du Tourisme de Côte d'Ivoire • Salon International du Tourisme d'Abidjan (SITA) • WTEA (World Tourism Experts Association) 	<ul style="list-style-type: none"> • Agence de Gestion Foncière (AGE) • Bureau National d'Études Techniques et de Développement (BNETD) • Direction Générale de la Construction, de l'Assainissement, de la Maintenance, et de l'Architecture (DGCAMA) • GIBTP (Groupement Ivoirien du BTP) • Groupement Interprofessionnel du BTP (GI-BTP) • Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP) • Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI)
<p>Entreprises privées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • AFRI BACHE • Coliba (start-up ivoirienne) • COTIPLAST • Cyclus • FILTISAC • INTERPACK • Pisa Impex* • RODIS • SISEP 	<ul style="list-style-type: none"> • Radisson Blu Abidjan* 	<ul style="list-style-type: none"> • Acome* • Artelia* • Carena (construction navale)* • Franzetti* • Gema Construct SA* • Lafarge Holcim CI* • PFO Africa Côte d'Ivoire* • Premium Côte d'Ivoire* • Y&M Constructions*

⁵ Les

entreprises privées européennes sont indiquées par un astérisque. Cette liste a été effectuée sur la base de la liste des sociétés membres de la [Chambre de Commerce européenne en Côte d'Ivoire](#).

Tableau 5 Analyse rapide des secteurs clés

<p>Secteur collecte et recyclage de déchets</p>	<p>La gestion et le recyclage des déchets est un défi majeur en Côte d'Ivoire.⁶ Dans le contexte urbain qui est — de manière générale — celui des communautés interrogées : 1) la gestion des déchets ; 2) le recyclage, apparaissent comme deux priorités essentielles. Des efforts sont actuellement fournis par le gouvernement – qui a mis en place une filière de collecte et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques et pneus usagés avec à la clé l'institution d'une écotaxe qui permettra la création de 5 000 emplois verts dans le recyclage.⁷ De nombreuses organisations privées ou à but non lucratif (comme l'agence SRI, financée par la Suisse et opérant entre autres au Ghana) ont obtenu des résultats spectaculaires dans la sensibilisation, formation, et mise en œuvre. De la même manière, l'entreprise sociale Wecyclers a réussi à créer des emplois, générer de la richesse par le recyclage (produits manufacturés, bracelets, tout en changeant progressivement les mentalités des ménages et des entreprises locales sur les questions de tri sélectif ou de gestion du plastique.</p>
<p>Secteur Tourisme</p>	<p>La contribution du secteur touristique a atteint 7,5 % du PIB en 2016 — après un regain depuis 2014. Le tourisme ivoirien prend deux formes principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Tourisme d'affaires.</i> La Côte d'Ivoire est la « troisième destination principale du tourisme d'affaires en Afrique, après le Nigeria et le Maroc. La capacité hôtelière d'Abidjan, principale porte d'entrée du pays, et de Yamoussoukro, la capitale, est estimée à plus de 3 500 chambres (3 étoiles et plus), et de nouveaux projets hôteliers (Sheraton, Carlton Ritz ou encore Accor) verront bientôt le jour, permettant de doubler la capacité d'accueil de ces deux villes d'ici 2025 ».⁸ • <i>Tourisme local.</i> La grande majorité des revenus engendrés par le tourisme vient des locaux, qui favorisent les plages du sud-ouest du pays. Le ministre du Tourisme a créé deux fonds pour 2019 pour encourager les grands projets touristiques, qui sont susceptibles d'embaucher des travailleurs formés dans l'hospitalité, un secteur que l'OIM peut encourager les migrants à intégrer.
<p>Secteur BTP</p>	<p>Selon Deloitte, le développement des infrastructures est un secteur clé de l'économie ouest-africaine : en 2017, 79 projets d'envergure d'une valeur de 98,3 milliards USD étaient engagés dans les domaines du transport, de l'énergie, de l'immobilier et portuaire.⁹ En mars 2018, « le ministre ivoirien des Infrastructures économiques a annoncé un plan sur les cinq prochaines années à hauteur de 3 750 milliards de francs CFA (5,7 milliards d'euros), destinés à de nouvelles routes, autoroutes, ponts et équipements divers. »¹⁰ Pourtant, la région souffre de l'absence de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur du BTP, car l'accès à la formation professionnelle de qualité est limité, notamment pour les jeunes déscolarisés prématurément¹¹.</p>

Il est recommandé que l'OIM explore également les opportunités sur d'autres secteurs porteurs où s'impliquent les entreprises privées européennes, notamment :

- La logistique et le transport maritime (Medlog-TSP, Movis, Necotrans, Sea Invest)
- La brasserie (Brassivoire et Solibra)
- Les services à la personne (Jumia)

⁶ Voir <http://etudes.uemoa.int/upload/etude%20sur%20la%20gestion%20des%20dechets%20plastiques%20dans%20l'espac%20uemoa.pdf>

⁷ Voir <https://www.financialafrik.com/2017/12/17/cote-divoire-bientot-une-ecotaxe-pour-financer-le-recyclage-dechets-electroniques-et-pneus-usages/>

⁸ Voir <http://www.jeuneafrique.com/508502/economie/508502cote-d-ivoire-affiche-ses-ambitions/>

⁹ Deloitte (2017), « Africa Construction Trends Report 2017 », <https://www2.deloitte.com/za/en/pages/energy-and-resources/articles/africa-construction-trends-report-2017.html>

¹⁰ Voir <http://www.rfi.fr/afrique/20180305-cote-ivoire-plan-investissements-massif-infrastructures>

¹¹ Fiche d'Action EUTF, voir https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetfa/files/t05-eutf-sah-mr-01_7.pdf

Le tableau suivant présente les démarches à effectuer pour formaliser des micro-entreprises en Côte d'Ivoire.

Tableau 6 Démarches de formalisation en Côte d'Ivoire

Côte d'Ivoire	
Source	https://cotedivoire.eregulations.org/procedure/81/102?l=fr
Choisir le type d'entreprise	Deux options correspondent aux projets de réintégration : <ol style="list-style-type: none"> 1. Commerçant individuel 2. GIE (Groupement d'Intérêt Général)
Démarches pour le commerçant individuel	<ul style="list-style-type: none"> • Obtention du certificat de résidence auprès du commissariat de police • Dépôt du dossier de création <ol style="list-style-type: none"> 1. Pièce d'identité 2. Formulaire unique (Personne Physique) 3. Déclaration sur l'honneur 2 Déclaration sur l'honneur 4. Certificat de résidence Contrat de bail 5. Contrat de bail Extrait d'acte de naissance 6. Extrait d'acte de naissance Plan de localisation du local du commerce 7. Plan de localisation du local du commerce 8. Extrait d'acte de mariage • Paiement des frais de constitution (32 000 F CFA) • Retrait des documents attestant de la création de l'entreprise <p>Délai de 2 jours</p>
Démarches pour le GIE	<p>Inscription du GIE au Guichet Unique du CEPICI</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépôt du dossier de création <ol style="list-style-type: none"> 1. Procès-verbal autorisant la création d'un GIE 2. Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier 3. Déclaration sur l'honneur 4. Statuts notariés 5. Bordereau des actes déposés 6. Liste des dirigeants 7. Contrat de bail 8. Pièce d'identité 9. Plan de localisation du local du commerce • Paiement des frais de constitution (CFA 271 200) • Retrait des documents attestant de la création du GIE (Délai de 4 jours) • Ouverture d'un compte bancaire
Contact	2e étage immeuble LE DJEKANOU Boulevard De Gaulle Plateau – Abidjan +225 20 30 23 85

Daloa

Département de Daloa
Région du Haut-Sassandra

Population: 215,652 (2014)
Type: Chef-lieu



Daloa est la troisième ville la plus peuplée de la Côte d'Ivoire. Elle est servie par un aéroport, et on y trouve l'Université Jean Lorougnon Guédé où étudient 2000 élèves. Daloa est un carrefour agricole – avec de la production de café, riz et cacao.

Il y a tous les peuples ici. Parce que c'est un carrefour. Quand vous venez de Séguéla, vous tombez ici; quand vous venez de Man, vous tombez ici; de Yamoussoukro également. Parce que mêmes les gens de la sous-région, on les retrouve beaucoup ici » (Directeur Général Adjoint, Conseil Régional de Daloa).



CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

Zone de départs importante

Daloa est considérée par les informants interrogés à Abidjan comme la **plaque tournante des migrations** vers l'Europe et de nombreuses campagnes contre la migration irrégulière y ont eu lieu comme la campagne Fah-So-Kafissa (ONGs VIF et CEVI) ou les discussions communautaires organisées par l'OIM et la DGIE avec la Jeunesse Communale. L'impact de ces campagnes est difficilement mesurable.

« Toutes les entreprises qui étaient là ont fermé à la faveur de la crise postélectorale de 2010. Il n'y a plus d'emploi, seulement les petites activités. Les gens s'installent dans le secteur du commerce et du transport. Les déguerpissements ont accentué la pauvreté. Tous les financements au niveau de la création d'emploi sont confinés à Abidjan. Il y a dix ans de cela ça allait mais maintenant on s'enfoncé. » (Entretien CEVI/VIF, Daloa)

Déclin des industries

Les entretiens qualitatifs suggèrent que l'absence d'usine est un des freins principaux au développement de Daloa. Ceci est également déploré par les [syndicats régionaux](#), qui notent également le déclin des entreprises du bois dû à la [réduction du couvert forestier](#). Néanmoins, la Société Coopérative Unité du Haut Sassandra (SCAHS), Botty Zikari Yannick, a annoncé la création d'une usine de transformation de la noix de cajou, à Daloa soutenue par IDEA Côte d'Ivoire. De plus, une priorité de la mairie est de rechercher des partenaires pour la mise en place d'une usine de ciment. (Entretien, Mairie de Daloa)

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des répondants avec
UN EMPLOI REMUNERE ou
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE
REVENUE

50% Moyenne de l'échantillon : **54%**

DOMAINES D'ACTIVITE CLES:

1. Petit commerce de détail (44%)
2. Transport (12%)
3. Mécanique (6%)

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

Bon accès à...	Daloa	Total
Sécurité	+6	47%
Education	0	42%
Papiers administratifs	-2	25%
Justice	-1	20%
Logement	+2	18%
Santé	-9	32%
Eau potable	-18	40%

% des répondants
EN RECHERCHE D'EMPLOI

40% Moyenne de l'échantillon : **38%**

% de répondants qui sont
INTERESSES POUR MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE

77% Moyenne de l'échantillon : **80%**

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections personnelles

% de répondants qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

42% Moyenne de l'échantillon : **48%**

% de répondants qui ont
LE BAC OU AU-DESSUS

29% Moyenne de l'échantillon : **32%**

% de répondants qui ont
ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNEE DERNIERE

59% Moyenne de l'échantillon : **67%**

% de répondants qui ont
DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS

33% Moyenne de l'échantillon : **26%**

% de répondants qui ont
QUITTE L'ECOLE AVANT
LA FIN

47% Moyenne de l'échantillon : **61%**

% de répondants
QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS

63% Moyenne de l'échantillon : **66%**

% de répondants qui
ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER

38% Moyenne de l'échantillon : **44%**

% de répondants qui
VEULENT ACCEDER A
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES

46% Moyenne de l'échantillon : **47%**

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NES DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

58% Moyenne de
l'échantillon :
60%

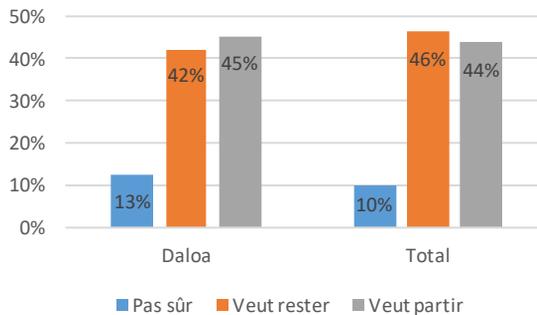
% de répondants
QUI REÇOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

5% Moyenne de
l'échantillon :
7%

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS A
L'ETRANGER

80% Moyenne de
l'échantillon :
71%

DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



RAISONS PRINCIPALES DE VOULOIR MIGRER:

1. Opportunités d'emploi
2. Pas de perspectives ici
3. De meilleures perspectives à l'étranger

% de répondants
CAPABLE DE MIGRER
DANS LES 12
PROCHAINS MOIS

36% Sample
average:
50%

JE VEUX PARTIR MAIS JE NE SUIS PAS CAPABLE (RAISONS)

1. Manque de ressources financières (89%)
2. Convaincre ma famille (6%)
3. Risques du voyage (6%)

DESTINATIONS SOUHAITEES POUR LA MIGRATION:

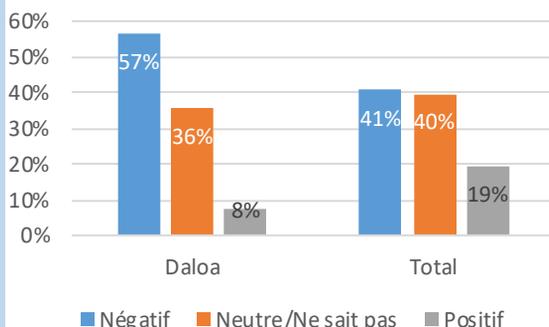
- Zone urbaine de la Côte d'Ivoire (36%)
- Pays Européen (34%) - en particulier France et Italie

REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

11% Moyenne de
l'échantillon:
16%

Perception des migrants de retour dans la communauté



% de répondants qui ont
ACCES A DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

1% Moyenne de
l'échantillon :
27%

% de répondants qui
SE SENTENT
DISCRIMINES

10% Moyenne de
l'échantillon :
15%

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITES:

- Carrefour agricole
- Développement d'unités de transformation
- Présence de l'AEJ
- Coopératives présentes

CONTRAINTES:

- Méfiance de certains employeurs envers les migrants de retour, qui mène à des obstacles à l'emploi
- Absence d'industries
- Circuits de commercialisation peu développés

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITES:

- Présence d'acteurs associatifs impliqués dans les questions de migration

CONTRAINTES:

- Electrification partielle de la ville

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

OPPORTUNITES:

- Présence d'acteurs conscients des difficultés psychosociales des migrants de retour

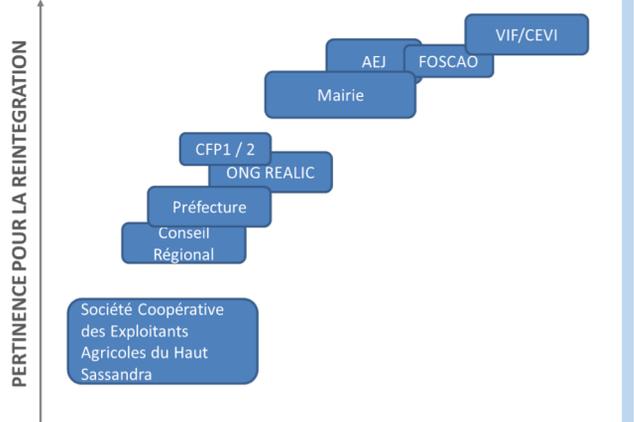
CONTRAINTES:

- Absence d'acteurs formés en questions psychosociales
- Perception relativement négative des migrants de retour

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

LES ACTEURS CLES A IMPLIQUER DANS LA REINTEGRATION:

- **Autorités locales:** La mairie, la préfecture et le Conseil Régional de Daloa sont sensibilisés à la question migratoire. Certains sont suspicieux de la concentration des efforts d'assistance en faveur des migrants de retour: *“Non mais moi-même je n'apprécie pas vraiment parce que je pense qu'on fait trop pour ces derniers-là. On fait trop pour ces gens qui vont alors qu'ils ne sont pas un modèle. Donc les autres se disent qu'il faut qu'ils fassent mal pour qu'on s'occupe bien d'eux”*. (Directeur Adjoint, Conseil Régional). Toute projet doit donc être communautaire et inclure à la fois les jeunes et les migrants de retour afin de s'assurer de l'implication des autorités locales.
- La **jeunesse communale de Daloa** a un rôle central à jouer dans la sensibilisation
- **Un tissu associatif sur les questions migratoires développé:** les ONGs VIF, CEVI et FOSCAO sont implémentées au niveau local et ont déjà des partenariats en place (VIF/CEVI avec la Mairie de Daloa, Cri du Coeur avec une auto-école qui forme les jeunes bénéficiaires à la conduite pour un coût diminué par 50%). De nouvelles ONGS sont actives (i.e. REALIC).
- Présence de deux centres de **formation professionnels** (CFP DALOA 1 et 2: menuiserie, ébénisterie, construction métallique, maçonnerie, électricité) et d'une Université (notamment dans l'agroforesterie) ainsi que de l'AGEFOP, l'ANADER et de la CNMCI.



CAPACITE DE CONTRIBUER A LA REINTEGRATION

PRIORITES EN DEVELOPPEMENT DE CAPACITES:

- Former les associations locales en suivi des cas et en soutien psychosocial pour les familles et les migrants assistés au retour
- Soutien à la mise en place d'un cadre de concertation local pour renforcer la cohésion sociale, la cartographie précise des besoins en renforcement de capacités (priorisation) et le dialogue politique. Encourager la préfecture à mener la coordination entre les différents acteurs pour éviter les duplication entre les différentes campagnes en cours.

RECOMMANDATIONS

INTERVENTIONS PRIORITAIRES POSSIBLES:

Soutenir des programmes long-terme pour la jeunesse locale

L'absence d'industries a un impact significatif sur l'inclusion des jeunes dans des structures économiques soutenables et profitables.

Les zones d'intervention incluent:

- Fournir un soutien d'appoint le temps que l'activité de réintégration se mette en place
- Améliorer les circuits de commercialisation (noix de cajou, ciment) et former les jeunes autour des métiers
- Valoriser les métiers agricoles en présentant des modèles de réussite

Partenaires potentiels: Malgré des lacunes de capacité matérielles et technique, les structures gouvernementales (AGEFOP, AEJ) doivent être impliquées dans une perspective de renforcement des capacités long-terme.

Communication pour le Développement

De nombreuses campagnes sur les dangers de la migration ont eu lieu à Daloa – il est central d'éviter les duplications pour éviter une fatigue de la sensibilisation. Des partenariats directs devraient être mis en place avec ces acteurs locaux.

Partenaires potentiels: VIF, CEVI et FOSCAO

Les limites du commerce de détail et les potentiel agricoles

“Et puis le commerce même, c'est une activité que les gens ne financent pas beaucoup. Parce que le commerce, c'est une activité qu'on ne saisit pas toujours. Mais ici, on est dans une zone agricole. Les gens produisent beaucoup mais le circuit de commercialisation n'est pas développé. Donc,, au dernier conseil, on a la plateforme de manioc-là qui est venue dire qu'ils produisent beaucoup, mais le circuit de commercialisation n'étant pas développé, tout cela les pénalise beaucoup. Les productions restent et se gâtent dans les champs. Eux, ils produisent. Maintenant si les élus peuvent les aider à avoir des partenaires pour venir acheter les produits, là au moins ça permettra à ceux qui viennent acheter d'avoir de l'argent..”
Entretien, Conseil Régional

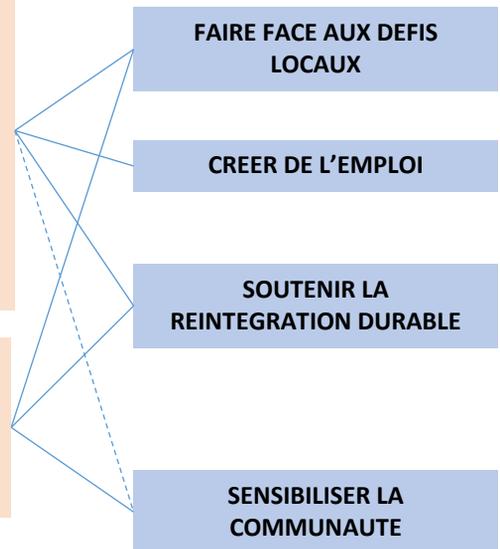
OBJECTIFS:

FAIRE FACE AUX DEFIS LOCAUX

CREER DE L'EMPLOI

SOUTENIR LA REINTEGRATION DURABLE

SENSIBILISER LA COMMUNAUTE



Des cas de rejet des migrants assistés au retour

Le rôle de la famille dans le processus de réintégration est crucial. Les associations locales ont un rôle clé dans la communication à la famille sur les retours et les enjeux de la réintégration.

« Parfois même, tu es couché dans la maison. Mon camarade vient me voir, il trouve ma maman, il lui demande après moi. Et elle lui dit, qui ça, le raté-là, va dedans là-bas, il est couché là-bas. Tout ça, j'entends, mais je me dis que c'est Dieu qui est fort » (Migrant assisté au retour, Daloa)

Korhogo

Département de Korhogo
Région de Poro

Population: 286,071 (2014)
Type: Chef-Lieu



Korhogo est la quatrième ville de la Côte d'Ivoire en terme de populations. Korhogo est proche de la frontière du Burkina Faso et du Mali. Korhogo abrite l'université Péléforo-Gbon-Coulibaly qui comprend notamment un Institut de gestion agropastorale. Korhogo a bénéficié d'investissements importants, notamment de la Banque Mondiale, suite à la crise post-électorale à travers les projets suivants: projet de la renaissance des infrastructures en Côte d'Ivoire (PRICI), le projet d'urgence d'infrastructures urbaines en Côte d'Ivoire (PUIUR) et le projet d'urgence d'appui à l'éducation de base (PUAEB).

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

Une communauté caractérisée par le sous-emploi et le chômage des jeunes.

Selon la Directrice du Fonds de développement de la formation professionnelle, il y a 35% de chômage à Korhogo, bien que ce taux est moins important selon l'INS – cela peut s'expliquer par des cycles d'embauche lié à certains produits comme la mangue et l'anacarde. Certains considèrent que les difficultés économiques se sont approfondies après la résolution de la crise post-électorale, notamment en diminuant les opportunités de travail lié au trafics informels. « Le retour à la stabilité politique en 2010 et le déploiement de l'administration douanière a eu pour effet l'accroissement des taxes et la chute de l'embellie économique basée sur le trafic illégal de produits de la sous-région » (Focus Groupe, Korhogo)

Un sentiment de marginalisation exprimé par certains jeunes de la communauté

Des jeunes interrogés lors de l'enquête ont déploré le manque d'accès aux structures de financement dû à leur non-appartenance au groupe dominant. Un jeune notamment fait le lien entre son envie de migrer et son incapacité à être coopté auprès de l'Agence Emploi Jeunes.



« Ici à Korhogo si tu n'es pas de la famille de la chefferie, la famille qui gère Korhogo, tu ne peux pas bénéficier de quelque chose venant de l'Etat, c'est la famille Gon qui gère Korhogo. Donc si tu n'es pas de cette famille ou soit tu es « Tièmara », c'est un sous-groupe des Sénoufo, c'est eux qui gère Korhogo tant que tu n'es pas de ce groupe-là tu n'eux peux pas bénéficier de quelque chose ». Focus groupe, Korhogo

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE



DOMAINES D'ACTIVITE CLES:

1. Petit commerce de détail (20%)
2. Commerce de détails (19%)
3. Mécanique (13%)

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

Bon accès à...	Korhogo	Total
Sécurité	+26	47%
Education	+1	42%
Papiers administratifs	+12	25%
Justice	+7	20%
Logement	+10	18%
Santé	+8	32%
Eau potable	-2	40%



RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections personnelles



PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NES DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

37% Moyenne de
l'échantillon :
60%

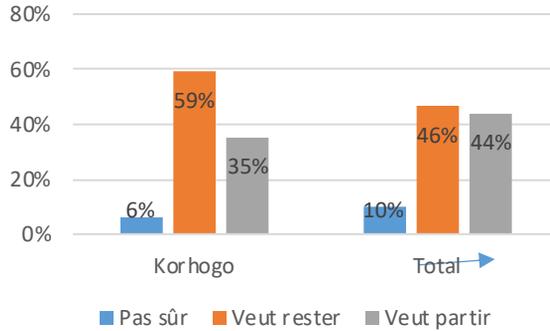
% de répondants
QUI REÇOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

7% Moyenne de
l'échantillon :
7%

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS A
L'ETRANGER

46% Moyenne de
l'échantillon :
71%

DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



RAISONS PRINCIPALES DE VOULOIR MIGRER:

1. Opportunités d'emploi
2. Pas de perspectives ici
3. De meilleures perspectives à l'étranger

% de répondants
CAPABLE DE MIGRER
DANS LES 12
PROCHAINS MOIS

69% Sample
average:
50%

JE VEUX PARTIR MAIS JE NE SUIS
PAS CAPABLE (RAISONS)

1. Manque de ressources financières (100%)

DESTINATIONS SOUHAITEES POUR LA MIGRATION:

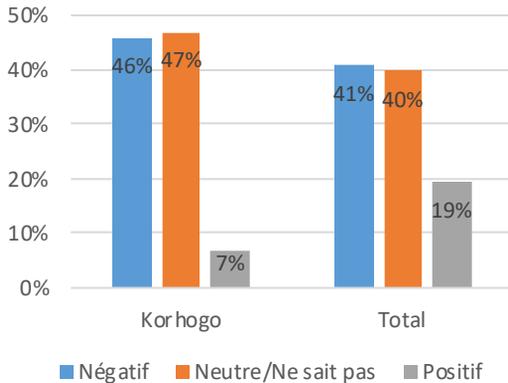
- Zone urbaine de la Côte d'Ivoire (43%)
- Pays européen (26%) - en particulier France et Angleterre
- Pays africain (20%) - en particulier le Mali

REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

13% Moyenne de
l'échantillon:
16%

Perception des migrants de retour dans la
communauté



% de répondants qui ont
ACCES A DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

86% Moyenne de
l'échantillon :
27%

% de répondants qui
SE SENTENT
DISCRIMINES

8% Moyenne de
l'échantillon :
15%

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITES:

- Présence de l'Agence Emploi Jeunes (relai potentiel)
- Présence d'infrastructures de transformation des produits agricoles

CONTRAINTES:

- Mauvaise qualité des routes sur l'axe Korhogo-Bouaké

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITES:

- Présence d'acteurs associatifs impliqués dans les questions de migration

CONTRAINTES:

- Faiblesses de qualité des services de base, en particulier hors de la ville et dans certains quartiers (Haoussabougou)
- Déficit de confiance entre les jeunes et les autorités

PSYCHOLOGICAL DIMENSION

OPPORTUNITIES:

- Tissue associatif développé, notamment caractérisé par un grand nombre d'associations de jeunes
- Les sondés ont déclaré avoir un meilleur accès à des services psychosociaux que dans les autres zones

CHALLENGES:

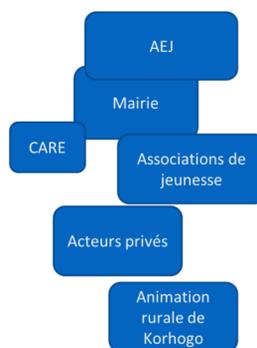
- Absence d'acteurs formés en questions psychosociales pour les questions de retour

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

LES ACTEURS CLES A IMPLIQUER DANS LA REINTEGRATION:

- **Autorités locales:** selon la mairie et l'AEJ, il n'y a pas de retours vers Korhogo car les jeunes ne reviennent pas à Korhogo après un projet migratoire avorté. De plus, le maire considère que les jeunes Sénoufo "ne pense pas au départ s'ils ont un lopin de terre pour leur plantation".
- La **jeunesse communale de Korhogo** a un rôle central à jouer dans la mise en place de d'activités de communication pour le développement et a déjà des relations en place avec l'OIM et les acteurs locaux.
- **Acteurs privés:** Le principal employeur de la zone, le COIC, qui gère l'égrenage du Coton graine, est ambivalent sur l'embauche des migrants de retour et leur réinsertion dans l'entreprise après : « *Moi je n'embauche pas quelqu'un qui a un bac+5 et qui a retourné cotisé pour aller Europe. Et ça n'a pas marché. Il revient ici. Si ça ne tient qu'à moi je ne vais pas le reprendre. Un problème similaire est arrivé ici. Deux jeunes de niveau bac+ 5 ont détourné des fonds de l'entreprise pour aller en Europe. L'aventure n'a pas marché pour eux et ils sont revenus. L'entreprise a exigé qu'on les reprenne et ça été fait* » (chargé des ressources humaines, COIC)
- Réhabilitation en cours du **Centre de Formation Professionnelle (CFP)** – fin prévue pour Mars 2018.
- L'organisation internationale principale sur la question de la jeunesse identifiée est **CARE International** notamment après un projet de réinsertion des jeunes et ex-combattants à travers la gestion de la salubrité urbaine.

PERTINENCE POUR LA REINTEGRATION



CAPACITE DE CONTRIBUER A LA REINTEGRATION

PRIORITES EN DEVELOPPEMENT DE CAPACITES:

- Former les associations locales en suivi des cas et en soutien psychosocial pour les familles et les migrants assistés au retour

RECOMMANDATIONS

INTERVENTIONS PRIORITAIRES POSSIBLES:

Soutenir des programmes long-terme pour la jeunesse locale

Korhogo est un terrain pertinent pour mettre en place des activités communautaires liée aux chaînes de valeur agricoles. Néanmoins, la mobilisation des migrants assistés au retour peut être un frein au bon fonctionnement d'un projet communautaire qui implique les jeunes de la communauté: en effet, des projets communautaires dans d'autres contextes font face à des délais importants dus à la dispersion géographique des migrants assistés au retour et leur arrivée par vagues de retours.

Les zones d'intervention incluent:

- Se mettre en contact avec la Chambre de Commerce de Korhogo afin d'identifier les employeurs intéressés et leur proposer des formations co-construites afin de rendre les personnes formées compétitives.
- Valoriser les métiers des secteurs porteurs en présentant des modèles de réussite

Partenaires potentiels: Malgré des lacunes de capacité matérielles et technique, les structures gouvernementales (AGEFOP, AEJ et ANADER) doivent être impliquées dans une perspective de renforcement des capacités long-terme. Un suivi rapproché est nécessaire afin de s'assurer que les objectifs soient atteints.

Communication pour le Développement

Il est nécessaire de lier les projets de réintégration des migrants assistés au retour avec la sensibilisation afin de s'assurer de la pertinence et de la cohérence des messages. Korhogo est une zone frontalière, et toute discussion liée aux migrations internationales doit aussi inclure les opportunités régionales et légales.

Partenaires potentiels: Jeunesse Communale de Korhogo

OBJECTIFS:

FAIRE FACE AUX DEFIS LOCAUX

CREER DE L'EMPLOI

SOUTENIR LA REINTEGRATION DURABLE

SENSIBILISER LA COMMUNAUTE

L'OIM est perçu par les partenaires gouvernementaux et les ONG locales et nationales comme l'acteur pertinent qui doit prendre en charge financièrement le suivi pour la réintégration.

Sur le long terme, l'OIM doit soutenir les associations locales afin de s'assurer de leur autonomisation et leur capacité à prendre en charge les migrants de retour avec un soutien minimal.

Bouaké

Département de Bouaké

Région de Gbêkê

Population: 542 000.
(2014) Type: Chef-Lieu



Bouaké est la seconde ville la plus peuplée de Côte d'Ivoire et abrite un marché de gros qui en fait un carrefour commercial majeur.

En 2017, Bouaké a été marqué par des mutineries d'ex-rebelles démobilisés. [Selon le politologue Ousmane Zina](#), « a ville a du potentiel, les autorités locales et nationales font des efforts pour son développement économique, mais chaque mouvement d'humeur des ex-rebelles replonge la ville dans la psychose ».

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

Comme à Korhogo, certains déplorent la perte d'opportunités économiques dues à la crise post-électorale

Bouaké est caractérisée par des tensions et un manque de confiance entre les jeunes et les autorités.



« C'est depuis le Marché de Bouaké a pris feu en 1995 avec la fermeture de l'usine de Gonfreville après la crise de 2002 que la vie a commencé à devenir dure ici. Bouaké est une ville militaire car il y avait plusieurs camps ici. L'argent circulait à l'époque où tous ces camps militaires étaient encore ici. Il y avait beaucoup de fonctionnaires d'Etat. » (AJS: Association jeunesse et solidarité de Dar-es- Salaam)

« On dit que la jeunesse de Bouaké est violente mais c'est la pauvreté qui rend aisé. Quand les autorités politiques et administratives ne jouent pas leurs rôles ou ne tiennent pas leurs promesses, alors nous passons à l'action. C'est comme ça qu'en 2016, la préfecture de Bouaké a été saccagée par la jeunesse qui a jugé de trop son laxisme devant la condition socioéconomique des jeunes de cette ville » (AJS: Association jeunesse et solidarité de Dar-es- Salaam)

« En 2016, la jeunesse a dévalisé la préfecture sous prétexte qu'on ne leur donne pas du travail. Pourtant, il y a de nombreuses actions que nous menons notamment avec la direction locale de l'emploi jeune pour l'intégration des jeunes. Il n'y a pas d'esprit civique dans cette jeunesse. Pas de respect des autorités politiques et administratives ». (Directrice, Direction régionale du ministère de la promotion de la jeunesse, de l'emploi des jeunes et du service civique)

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des répondants avec
**UN EMPLOI REMUNERE ou
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE
REVENUE**
55% Moyenne de
l'échantillon : **54%**

DOMAINES D'ACTIVITE CLES:

1. Petit commerce de détails (15%)
2. Commerce de détails (13%)

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

Bon accès à...	Bouaké	Total
Sécurité	+30	47%
Education	+3	42%
Papiers administratifs	-2	25%
Justice	-3	20%
Logement	-2	18%
Santé	+3	32%
Eau potable	+6	40%

% des répondants
EN RECHERCHE D'EMPLOI
32% Moyenne de
l'échantillon : **38%**

% de répondants qui sont
**INTERESSES DE MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE**
81% Moyenne de
l'échantillon : **80%**

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections personnelles
3. Manque de compétences

% de répondants qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT
57% Moyenne de
l'échantillon : **48%**

% de répondants qui ont
**LE BAC OU AU-
DESSUS**
18% Moyenne de
l'échantillon : **32%**

% de répondants qui ont
**ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNEE DERNIERE**
41% Moyenne de
l'échantillon : **61%**

% de répondants qui ont
**DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS**
6% Moyenne de
l'échantillon : **26%**

% de répondants qui ont
**QUITTE L'ECOLE AVANT
LA FIN**
76% Moyenne de
l'échantillon : **61%**

% de répondants
**QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS PROCHES**
63% Moyenne de
l'échantillon : **66%**

% de répondants qui
**ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER**
69% Moyenne de
l'échantillon : **44%**

% de répondants qui
**VEULENT ACCEDER A
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES**
46% Moyenne de
l'échantillon : **47%**

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NES DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

40% Moyenne de
l'échantillon :
60%

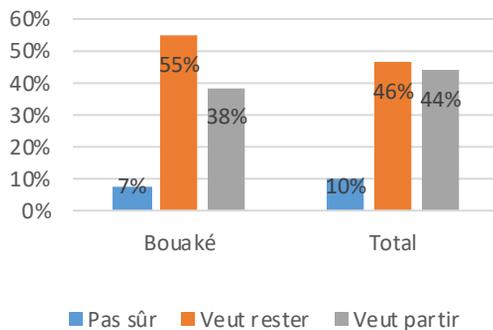
% de répondants
QUI RECOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

9% Moyenne de
l'échantillon :
7%

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS A
L'ETRANGER

60% Moyenne de
l'échantillon :
71%

DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



RAISONS PRINCIPALES DE VOULOIR MIGRER:

1. Opportunités d'emploi
2. Pas de perspectives ici
3. De meilleures perspectives à l'étranger

% de répondants
CAPABLE DE MIGRER
DANS LES 12
PROCHAINS MOIS

58% Sample
average:
50%

JE VEUX PARTIR MAIS JE NE SUIS PAS CAPABLE (RAISONS)

1. Manque de ressources financières
2. Convaincre ma famille
3. Risques du voyage

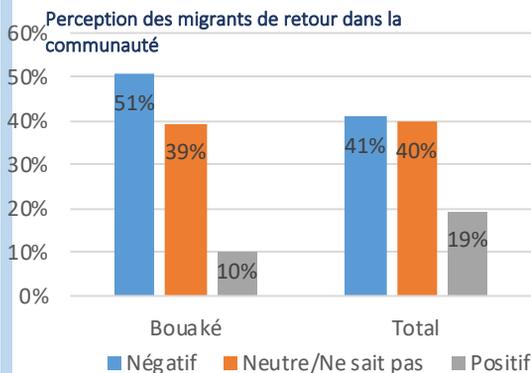
DESTINATIONS SOUHAITEES POUR LA MIGRATION:

- Pays Européen (42%) - en particulier France, Italie et Allemagne
- Zone urbaine de la Côte d'Ivoire (21%)

REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

15% Moyenne de
l'échantillon:
16%



% de répondants qui ont
ACCES A DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

60% Moyenne de
l'échantillon :
27%

% de répondants qui
SE SENTENT
DISCRIMINES

6% Moyenne de
l'échantillon :
15%

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITES:

- Présence d'industries (OLAM, SITARAIL, textile Côte d'Ivoire, FTG, GLOBAL COTTON)
- En 2017, un plan d'action stratégique de 22,5 milliards de francs CFA annoncé par le ministre du commerce, de l'artisanat et de la promotion des Petites et moyennes entreprises (PME), pour la réhabilitation et la redynamisation du Marché de gros de Bouaké (MGB)

CONTRAINTES:

- Concurrence importante dans le secteur commercial

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITES:

- Un accès aux services jugé satisfaisant par les sondés en comparaison aux autres zones

CONTRAINTES:

- Des participants aux focus groupes regrettent la «cherté» des services, notamment l'éducation

PSYCHOLOGICAL DIMENSION

OPPORTUNITES:

- Les sondés ont déclaré avoir un meilleur accès à des services psychosociaux que dans les autres zones

CONTRAINTES:

- Des tensions importantes entre les acteurs – particulièrement entre les autorités et les jeunes

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

LES ACTEURS CLES A IMPLIQUER DANS LA REINTEGRATION:

- **Autorités locales:** la mairie et la Direction régionale du ministère de la promotion de la jeunesse, de l'emploi des jeunes et du service civique déclarent ne pas connaître de migrants de retour. Les autorités locales ont des partenariats agricoles avec des ONGs comme Africa Rice.
- La **jeunesse communale de Bouaké** a reçu deux financements de la Mairie – selon la mairie, ce financement a été un « échec » et les objectifs n'ont pas été remplis.
- Selon le Guardian, le **groupe singapourien Olam**, travaille avec l'ONG FairMatch Support pour fournir des formations aux producteurs d'anacarde qui sont leurs fournisseurs. L'entreprise emploie en majorité des femmes dans son usine de transformation à Bouaké. La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de noix de cajou – ce qui en fait une filière stratégique pour le gouvernement ivoirien. En avril 2018, la Banque Mondiale a notamment approuvé un financement pour le Conseil du Coton et de l'Anacarde de Côte d'Ivoire, sous la forme d'un prêt enclavé de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), à hauteur de 200 millions de dollars.
- L'ONG Movimiento **Shalom** a récemment effectué un atelier de 10 jours sur la "de sensibilisation sur l'immigration clandestine et l'entrepreneuriat agricole", financé par le Ministère de l'Intérieur Italien auprès de leaders de jeunesse.

PERTINENCE POUR LA REINTEGRATION



CAPACITE DE CONTRIBUER A LA REINTEGRATION

PRIORITES EN DEVELOPPEMENT DE CAPACITES:

- Former les associations locales en suivi des cas et en soutien psychosocial pour les familles et les migrants assistés au retour
- Former les autorités locales aux problématiques «Migration et Développement», au-delà de la question du retour seule

RECOMMANDATIONS

OBJECTIFS:

Soutenir des programmes long-terme pour la jeunesse locale

Un travail de mise en contact peut être fait auprès des entreprises comme Olam ou les opérateurs du Marché de Bouaké afin d'identifier les besoins en formation d'employés potentiels.

De plus, les projets individuels doivent donc être en lien avec les compétences commerciales déclarées par les migrants assistés au retour – notamment au niveau de la commercialisation et la valorisation des produits agricoles.

L'OIM peut organiser une rencontre avec les organisations citées sur la deuxième page pour présenter le profil et les CVs des migrants de retour.

Communication pour le Développement

Il est nécessaire de lier les projets de réintégration des migrants assistés au retour avec la sensibilisation et le dialogue inter-générationnel afin de fournir une plateforme de discussion entre les autorités et les jeunes.

Partenaires potentiels: l'ONG [Service for Peace \(SFP\)](#) qui a organisé des ateliers sur la cohésion sociale auprès des anciens combattants,

FAIRE FACE AUX DEFIS LOCAUX

CREER DE L'EMPLOI

SOUTENIR LA REINTEGRATION DURABLE

SENSIBILISER LA COMMUNAUTE

L'importance de se démarquer pour faire face à la concurrence du marché
"il y'a un souci aussi, si dans un coin il y'a vingt magasins c'est la même chose que tout le monde vend. ..."
 Focus groupe 1, Bouaké

Cela signifie que, dans le cadre de l'approche individuelle, il est crucial de revoir l'étude de marché individuelle.

Abobo

District Autonome d'Abidjan

Population: 938 424 (2011)
Type: Commune



Selon le [site web](#) du District Autonome d'Abidjan, Abobo est l'une des communes les plus peuplées du District d'Abidjan avec plus de 600 000 habitants répartis sur 100 km².

La commune abrite une Gare, qui est l'une des premières stations sur la ligne ferroviaire Abidjan-Niger (Abidjan-Ouagadougou).

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

Selon [UN Habitat](#), la commune d'Abobo « est une cité dortoir qui ne bénéficie pas de grands centres commerciaux ou industriels. Par conséquent, l'activité économique de la commune est basée sur le secteur informel, principalement le commerce et le transport. ».

Abobo est caractérisée par des faiblesses dans l'accès aux services, notamment au niveau de l'accès à la santé, avec un seul hôpital public pour le quartier.

Environ 60 % de la population de la commune vit dans ces quartiers considérés précaires (UN Habitat).

« Des efforts de jeunes face à l'insécurité de certaines zones d'Abobo

« Pour moi, la majorité c'est le commerce. L'activité de commerce n'évolue pas assez. C'est de petits commerce pour survivre, juste pour le gagne pain. » (Focus Groupe, Abobo).

« Nous savons tous que Abobo surtout derrière rails n'a pas bonne réputation. Nous on a voulu apporter notre contribution en réunissant les jeunes d'ici qui n'appartenaient pas à une association de jeunesse. Les parents au début ne croyaient pas trop en notre action parce que nous sommes jeunes et pas religieux. Mais au fil du temps avec nos actions contre l'insalubrité surtout nous avons démontré le contraire. » (Association des Jeunes Fidèles d'Abobo Sagbé (AJFAS))

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des répondants avec UN EMPLOI REMUNERE ou UNE ACTIVITE GENERATRICE DE REVENUE

48% Moyenne de l'échantillon : **54%**

DOMAINES D'ACTIVITE CLES:

1. Petit commerce de détail (28%)
2. Commerce de détail (15%)

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

Bon accès à...	Abobo	Total
Sécurité	-27	47%
Education	+3	42%
Papiers administratifs	+1	25%
Justice	-1	20%
Logement	+9	18%
Santé	+10	32%
Eau potable	+18	40%

% des répondants EN RECHERCHE D'EMPLOI

31% Moyenne de l'échantillon : **38%**

% de répondants qui sont INTERESSES DE MONTER LEUR PROPRE ENTREPRISE

77% Moyenne de l'échantillon : **80%**

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections personnelles
3. Manque de compétences

% de répondants qui PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

35% Moyenne de l'échantillon : **48%**

% de répondants qui ont LE BAC OU AU-DESSUS

38% Moyenne de l'échantillon : **32%**

% de répondants qui ONT SOUFFERT D'UNE MALADIE OU ACCIDENT L'ANNEE DERNIERE

74% Moyenne de l'échantillon : **67%**

% de répondants qui ont DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE MOYENS

43% Moyenne de l'échantillon : **26%**

% de répondants qui ont QUITTE L'ECOLE AVANT LA FIN

57% Moyenne de l'échantillon : **61%**

% de répondants QUI ONT UN GROUPE D'AMIS PROCHES

79% Moyenne de l'échantillon : **66%**

% de répondants qui ONT UN RESEAU SUR LEQUEL S'APPUYER

38% Moyenne de l'échantillon : **44%**

% de répondants qui VEULENT ACCEDER A DES SERVICES PSYCHOLOGIQUES

34% Moyenne de l'échantillon : **47%**

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

60% Moyenne de l'échantillon : **60%**

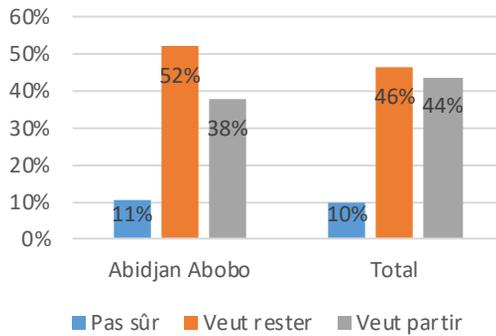
% de répondants
QUI RECOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

7% Moyenne de l'échantillon : **7%**

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS A
L'ETRANGER

76% Moyenne de l'échantillon : **71%**

DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



RAISONS PRINCIPALES DE VOULOIR MIGRER:

1. Opportunités d'emploi (60%)
2. De meilleures perspectives à l'étranger (33%)
3. Raisons familiales (29%)

% de répondants
CAPABLE DE MIGRER
DANS LES 12
PROCHAINS MOIS

62% Sample average: **50%**

JE VEUX PARTIR MAIS JE NE SUIS PAS CAPABLE (RAISONS)

1. Manque de ressources financières
2. Documents d'identité
3. Risques du voyage

DESTINATIONS SOUHAITEES POUR LA MIGRATION:

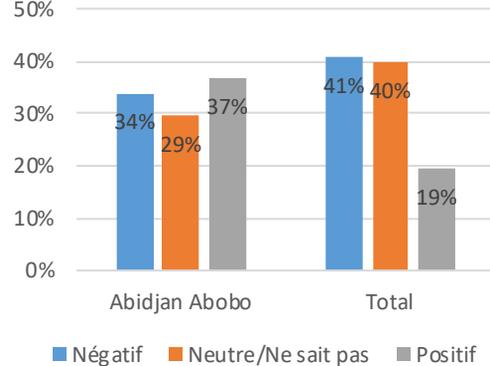
- Pays Européen (64%) - en particulier France, Italie et Angleterre

REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

25% Moyenne de l'échantillon: **16%**

Perception des migrants de retour dans la communauté



% de répondants qui ont
ACCES A DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

15% Moyenne de l'échantillon : **27%**

% de répondants qui
SE SENTENT
DISCRIMINES

21% Moyenne de l'échantillon : **15%**

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITES:

- Proximité des industries d'Abidjan

CONTRAINTES:

- Incendie du marché d'Abobo en 2017.
- Absence d'industries à Abobo
- Embouteillages importants pour atteindre les autres zones de la ville

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITES:

- Partenaires impliqués pour le développement (Programme des Nations unies pour le développement, Banque mondiale).

CONTRAINTES:

- Faiblesses de qualité des services de base (accès à l'eau, santé)

DIMENSION PSYCHOLOGIQUE

OPPORTUNITIES:

- Proximité de l'OIM, possibilité de faire venir les migrants de retour à Cocody en leur remboursant le voyage

CHALLENGES:

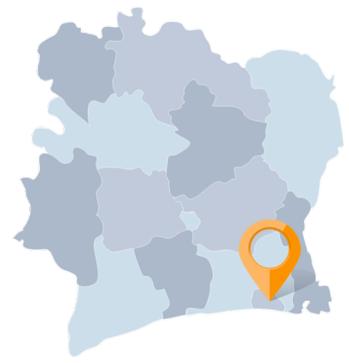
- Absence d'acteurs formés en questions psychosociales

Yopougon

District Autonome d'Abidjan

Population du département:
1,375,000 (2005)

Type:
Commune



Yopougon est la plus grande commune d'Abidjan et du pays et comporte 12 villages et 28 arrondissements. On y trouve la centrale électrique d'Azito (la plus importante du pays). elle compte deux zones industrielles d'importance, où sont installées diverses « usines de ciment, plastiques (Industrielle ivoirienne de plastique, International Packing, Afriplasti, Afric Industry, etc.), sidérurgie (Sotaci), produits pharmaceutiques et cosmétiques (Ubipharma, SIVOP (Société ivoirienne de parfumerie), Gandour), textiles (Uniwax), produits laitiers et agroalimentaire (Ivograin, Cargill, Brasseries ivoiriennes, Solibra, Eurolait. On y trouve notamment le centre de recherche de Nestlé et la nouvelle chocolaterie Cémoi (la première chocolaterie du pays) ».



CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

Les données de Yopougon suggèrent une plus grande anomie sociale à Yopougon (-16 points que la moyenne sur 'avoir un groupe d'amis', -7 points sur 'avoir un réseau sur lequel s'appuyer').

Yopougon a particulièrement été marqué par la crise post-électorale et des participants aux groupes de discussion déplore l'absence de réconciliation effective qui mène à l'insécurité à travers le phénomène des 'microbes'.

« Au niveau de la réconciliation vraiment ce n'est pas trop ça. Un jeune qui n'a même pas 26 ans qui a été tué par les microbes. Il partait à son stage les microbes sont tombés sur lui ils l'ont piqué il est mort. Même à six heures même ils peuvent te tuer. Les leaders ont les présidents du quartier. Ils n'interviennent pas parce que eux-mêmes ils peur. C'est quoi la réconciliation, la réconciliation, il faut d'abord insérer les jeunes. » (Femme, Discussion de Groupe à Yopougon)

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des répondants avec
UN EMPLOI REMUNERERE ou
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE
REVENUE

50% Moyenne de
l'échantillon :
54%

DOMAINES D'ACTIVITE CLES:

1. Transport (25%)
2. Petit commerce de détail (19%)
3. Commerce de détail (15%)

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

Bon accès à...	Yopougon	Total
Sécurité	26%	47%
Education	51%	42%
Papiers administratifs	30%	25%
Justice	35%	20%
Logement	22%	18%
Santé	40%	32%
Eau potable	64%	40%

% des répondants
EN RECHERCHE D'EMPLOI

30% Moyenne de
l'échantillon :
38%

% de répondants qui sont
INTERESSES DE MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE

81% Moyenne de
l'échantillon :
80%

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR
MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections personnelles

% de répondants qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

57% Moyenne de
l'échantillon :
48%

% de répondants qui ont
LE BAC OU AU-
DESSUS

28% Moyenne de
l'échantillon :
32%

% de répondants qui ont
ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNEE DERNIERE

80% Moyenne de
l'échantillon
67%

% de répondants qui ont
DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS

32% Moyenne de
l'échantillon :
26%

% de répondants qui ont
QUITTE L'ECOLE AVANT
LA FIN

60% Moyenne de
l'échantillon :
61%

% de répondants
QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS

50% Moyenne de
l'échantillon :
66%

% de répondants qui
ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER

37% Moyenne de
l'échantillon :
44%

% de répondants qui
VEULENT ACCEDER A
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES

50% Moyenne de
l'échantillon :
47%

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NES DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

74% Moyenne de l'échantillon : **60%**

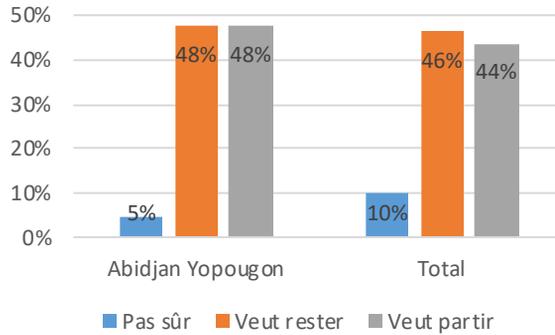
% de répondants
QUI RECOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

7% Moyenne de l'échantillon : **7%**

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS A
L'ETRANGER

76% Moyenne de l'échantillon : **71%**

DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



% de répondants
CAPABLE DE MIGRER
DANS LES 12
PROCHAINS MOIS

36% Sample average: **50%**

JE VEUX PARTIR MAIS JE NE SUIS
PAS CAPABLE (RAISONS)

1. Manque de ressources financières
2. Risques du voyage

RAISONS PRINCIPALES DE VOULOIR MIGRER
(PLUSIEURS REPONSES POSSIBLE*:

1. Opportunités d'emploi (56%)
2. De meilleures perspectives à l'étranger (36%)
3. Education (18%)

DESTINATIONS SOUHAITEES POUR LA
MIGRATION:

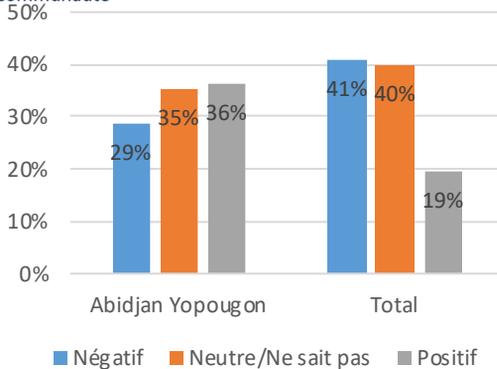
- Pays Européen (66%) - en particulier la France

REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

21% Moyenne de l'échantillon: **16%**

Perception des migrants de retour dans la
communauté



% de répondants qui ont
ACCES A DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

5% Moyenne de l'échantillon : **27%**

% de répondants qui
SE SENTENT
DISCRIMINES

19% Moyenne de l'échantillon : **24%**

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITES:

- Mall en construction (lequel?) – se mettre en contact, organiser meeting
- Zone industrielle

CONTRAINTES:

- Fortes inégalités par quartier (fragilités à Sicobois)

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITES:

- Tissue associatif développé
- Présence d'instituts de formation
- Accès relativement bon aux services.

CONTRAINTES:

- Relative anomie sociale

PSYCHOLOGIQUE

OPPORTUNITES:

- Proximité de l'OIM, possibilité de faire venir les migrants de retour à Cocody en leur remboursant le voyage

CONTRAINTES:

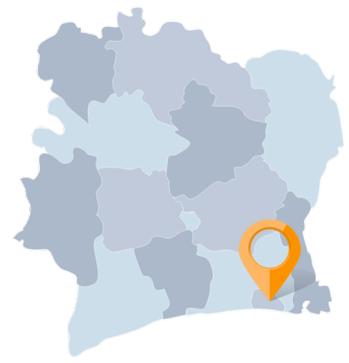
- Absence d'acteurs formés en questions psychosociales

Adjouffou

District Autonome d'Abidjan

Population du département:
21,000 (2011)

Type:
Commune



Situé à côté de l'aéroport, le quartier d'Adjouffou est le plus vulnérable étudié lors de l'étude, notamment au niveau de l'accès aux services.

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

Peu de confiance entre les membres de la communauté et les autorités locales

Des destructions de logement qui ont mené à une précarité accrue



« Bon, les autorités surtout politiques, bon vraiment c'est malheureux. Quand ils viennent vers nous, généralement c'est pour faire leurs campagnes, faire leurs promotions. Sinon dire qu'ils s'occupent de nous, de la jeunesse, moi j'ai pas encore vu grand-chose. » (Responsable Jeunesse, Adjouffou)

« Depuis ces dernières années-là, depuis 2011, je peux dire que la crise postélectorale a favorisé nos problèmes financiers. On casse nos maisons n'importe comment maintenant ; on casse les magasins, les boutiques, les maquis, les commerces des gens tout le temps alors que c'est de cela que les gens vivent » (Discussion de groupe, Adjouffou)

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des répondants avec
UN EMPLOI REMUNERE ou
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE
REVENUE

67% Moyenne de l'échantillon : **54%**

DOMAINES D'ACTIVITE CLES:

1. Petit commerce de détail (22%)
2. Commerce de détail (10%)

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

Bon accès à...	Adjouffou	Total
Sécurité	36%	47%
Education	25%	42%
Papiers administratifs	12%	25%
Justice	6%	20%
Logement	14%	18%
Santé	13%	32%
Eau potable	12%	40%

% des répondants
EN RECHERCHE D'EMPLOI

52% Moyenne de l'échantillon : **38%**

% de répondants qui sont
INTERESSES DE MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE

79% Moyenne de l'échantillon : **80%**

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR
MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections personnelles

% de répondants qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

49% Moyenne de l'échantillon : **48%**

% de répondants qui ont
LE BAC OU AU-
DESSUS

43% Moyenne de l'échantillon : **32%**

% de répondants qui ont
ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNEE DERNIERE

59% Moyenne de l'échantillon : **67%**

% de répondants qui ont
DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS

29% Moyenne de l'échantillon : **26%**

% de répondants qui ont
QUITTE L'ECOLE AVANT
LA FIN

60% Moyenne de l'échantillon : **61%**

% de répondants
QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS

62% Moyenne de l'échantillon : **66%**

% de répondants qui
ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER

34% Moyenne de l'échantillon : **44%**

% de répondants qui
VEULENT ACCEDER A
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES

34% Moyenne de l'échantillon : **47%**

PROFIL MIGRATOIRE

% de répondants
NES DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

86% Moyenne de l'échantillon : **60%**

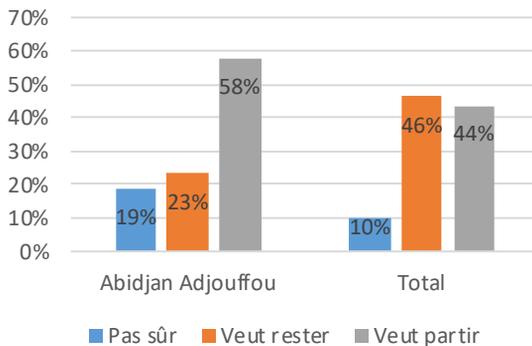
% de répondants
QUI REÇOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

10% Moyenne de l'échantillon : **7%**

% de répondants qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS A
L'ETRANGER

88% Moyenne de l'échantillon : **71%**

DESIR DE MIGRER A L'ETRANGER



% de répondants
CAPABLE DE MIGRER
DANS LES 12
PROCHAINS MOIS

50% Sample average: **50%**

JE VEUX PARTIR MAIS JE NE SUIS PAS CAPABLE (RAISONS)

1. Manque de ressources financières (84%)

RAISONS PRINCIPALES DE VOULOIR MIGRER (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLE*)

1. Sécurité (44%)
2. Opportunités d'emploi (39%)
3. Pas de perspectives ici (23%)

DESTINATIONS SOUHAITEES POUR LA MIGRATION:

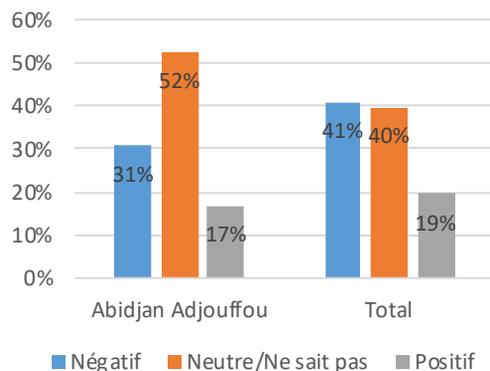
- Autre zone urbaine de Côte d'Ivoire (63%)
- Pays Européen (15%)

REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

12% Moyenne de l'échantillon : **16%**

Perception des migrants de retour dans la communauté



% de répondants qui ont
ACCES A DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

8% Moyenne de l'échantillon : **27%**

% de répondants qui
SE SENTENT
DISCRIMINES

23% Moyenne de l'échantillon : **15%**

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITES:

- Amélioration des infrastructures et des routes
- Proximité de l'OIM, ce qui facilite la mise en place des activités de mentorat dans le cadre de l'approche entrepreneuriale

CONTRAINTES:

- Industrie du coton en déclin
- Sous-emploi et hivernage dans le secteur agricole

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITES:

- Tissue associatif développé
- Présence d'un centre social

CONTRAINTES:

- Faiblesses de qualité des services de base

PSYCHOLOGICAL DIMENSION

OPPORTUNITIES:

- N/A

CHALLENGES:

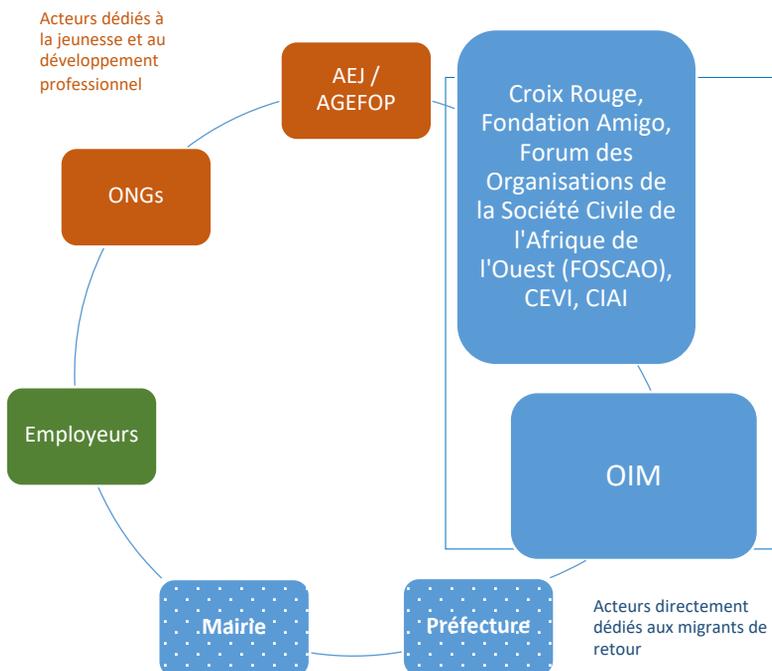
- Absence d'acteurs formés en questions psychosociales

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Les Mairies de Commune, la Préfecture et les élus locaux n'ont pas de projets dédiés aux migrants de retour (forcés ou volontaires). La problématique est mal connue.

Les acteurs dédiés à la jeunesse et au développement professionnel, comme l'AEJ et les ONGs existent, mais eux aussi ne ciblent nécessairement pas les migrants de retour.

Les employeurs: Il y a plusieurs grands employeurs qui disposent de la capacité d'inclure des migrants de retour. Les propriétaires des petites entreprises ne sont pas réticents à employer les migrants de retour. *L'OIM doit néanmoins passer par des points relais et ne pas travailler directement avec les entreprises privées.*



RECOMMANDATIONS

Une approche individuelle

A Abidjan, l'OIM devrait se concentrer sur l'amélioration de l'accès individuel aux opportunités existantes tout en veillant à ce que les dividendes sociaux soient partagés entre les membres de la communauté. L'OIM peut fournir aux rapatriés des outils pour accéder aux opportunités existantes grâce à l'approche individualiste.

En effet, vu la dispersion des bénéficiaires à Abidjan, une approche individuelle et entrepreneuriale est la plus pertinente pour prendre en charge la réintégration des migrants de retour. Pour cela, la prise de contact avec les bénéficiaires et l'établissement des relations de confiance est nécessaire. Puisque les migrants de retour sont souvent méfiants à l'endroit des autorités, l'OIM inclut, l'identification d'un point focal, préférablement rattaché à une ONG locale, comme la Croix Rouge Ivoirienne (une bonne pratique au Sénégal), est prioritaire.

Le point focal pourrait accueillir le bénéficiaire dès qu'il arrive pour l'orienter sur les possibilités et opportunités afin alléger la réintégration et pour garantir un suivi lors des premiers mois (mise en contact avec des employeurs et/ou les programmes de formation, orientation vers des services d'appui psychologique en cas de besoin, sensibilisation de la famille, etc.).

L'OIM peut également mener plus facilement des activités spécifiques de renforcement des capacités pour renforcer les capacités institutionnelles, professionnelles / techniques et psychosociales des partenaires d'exécution (gouvernement, ONG locales, prestataires de formation).

Relier les initiatives de C4D et de suivi communautaire (CBM):

- Le suivi est plus facile dans les zones urbaines grâce à la présence de plusieurs ONGs. L'OIM devrait former les partenaires d'implémentation sur le lien entre les activités de C4D et les mécanismes de suivi communautaires.
- Ces activités peuvent être complétées par un engagement dans les médias sociaux, notamment via Whatsapp ou des groupes Facebook pour les migrants de retour.

V. RECOMMANDATIONS POUR OIM – CÔTE D'IVOIRE

Cette section présente les approches et activités recommandées à l'OIM Côte d'Ivoire dans les trois dimensions de la réintégration — économique, sociale et psychosociale. L'OIM a des ressources humaines et financières limitées dans le cadre du Fonds Fiduciaire : ces recommandations proposent une feuille de route pour la mise en place de mécanismes de réintégration durable, sur le court et long terme.

- **Court-terme/phase de réinsertion.** Le soutien reçu immédiatement après le retour permet d'identifier les cas de vulnérabilités économiques, sociales et psychosociales — que ce soient des cas d'insécurité alimentaire, de rejet familial violent, d'une grossesse, d'une maladie, ou d'un traumatisme. Atténuer ces vulnérabilités est crucial afin de poser les bases d'une réintégration réussie.
- **Long-terme/phase de réintégration.** Le processus de réintégration dans la communauté peut mener à des chocs additionnels, que ce soit dans les cas où les migrants de retour sont rejetés par leurs familles et perçus négativement dans leurs communautés d'origine ou d'accueil, où dans les cas où le projet de réintégration n'apporte pas les revenus escomptés.

Le **suivi individuel et communautaire** est crucial pour lier ces trois étapes de la réintégration. Le suivi et évaluation du processus de réintégration est une étape nécessaire afin de pouvoir intervenir dans les cas de vulnérabilité marquée et pour sensibiliser sur la migration irrégulière. Le suivi consiste en deux éléments :

- Le suivi sur six mois. À l'arrivée des migrants de retour, une carte SIM pourrait être fournie afin de pouvoir effectuer des appels téléphoniques tous les 2 mois et pour évaluer le progrès du bénéficiaire — que ce soit sur son projet ou sur les indicateurs de suivi individuel.⁵
- La fin du processus de réintégration. Après 6 mois, les agents de l'OIM doivent organiser un appel pour discuter des résultats de la réintégration du migrant de retour. La durée de suivi peut être augmentée si des problèmes de protection sont identifiés. Les expériences doivent être collectées par écrit et gérées par une personne dédiée à cette tâche afin de contribuer à l'apprentissage institutionnel. Il s'agit alors simplement de capturer les résultats positifs et négatifs de la programmation et d'adapter les programmes futurs.

Les recommandations s'articulent autour des trois axes suivants, développés dans le reste de la section :

1. **Recommandations économiques : favoriser l'accès à l'emploi des migrants assistés au retour et des jeunes de la communauté** à travers (i) une approche entrepreneuriale, basée sur un socle de formation solide et (ii) une approche placement vers les projets de jeunes (entrepreneux et emplois formels) et le secteur privé, basée sur la coordination avec les partenaires clés et le partage de l'information. Les secteurs mentionnés dans le tableau 6 (anacarde, gestion et recyclage des déchets, BTP et tourisme) pourraient être en particulier à développer par l'OIM par un soutien technique ou financier, par le développement de coordination entre acteurs, de coopératives, par une inclusion des communautés locales dans le programme destiné aux migrants de retour (et ARVR en particulier).
2. **Recommandations sociales et psychosociales : renforcer les capacités.** L'OIM met actuellement en place un système pour garder des contacts avec les migrants de retour assistés, notamment *via* des organisations de la société civile comme CEVI ou FOSCAO, des groupes de discussion, la Croix-Rouge, ou bien encore les assistants à la réintégration ou « case-manager ».

⁵ Voir l'AVRR Global Monitoring Tool

Recommandations institutionnelles : contribuer au renforcement des capacités techniques et institutionnelles des parties prenantes ivoiriennes à l'échelon local comme à l'échelle nationale. Une approche cohésive qui vise à développer les capacités individuelles et communautaires à deux niveaux (institutionnel et professionnel/technique). Ces deux types de soutien — par le biais de formations techniques et professionnelles — doivent être mis en place dans l'ensemble des communautés interrogées. Chaque communauté étudiée aurait besoin d'un renforcement en termes d'encadrement institutionnel sur les questions de migration, de protection ou de droit plus généralement. À l'échelon national ou provincial, il est tout aussi important d'offrir un appui technique aux acteurs gouvernementaux et partenaires de la société civile sur des questions de protection, et de droit des migrants (en incluant les migrants de retour).

RECOMMANDATIONS ÉCONOMIQUES

L'insertion économique des jeunes peut se faire par deux biais : à travers l'auto-emploi et l'emploi formel. Pour faire face aux défis de l'inclusion dans le marché du travail, deux types d'approches pour aider les migrants assistés à s'intégrer à l'économie locale, et notamment à ces secteurs, mais aussi le secteur privé au sens plus large, ont été identifiées lors de l'étude :

- Une approche **entrepreneuriale**, basée sur un socle de formation solide
- Une approche **placement** vers les projets de jeunes (entrepreneux et emplois formels) et le secteur privé, basée sur la coordination avec les partenaires clés et le partage de l'information

L'approche entrepreneuriale est centrée sur des initiatives :

- À petite échelle** — les projets peuvent être individuels ou collectifs, et inclure des jeunes de la communauté.
- Basées sur les besoins de la communauté et du marché.** L'impact sur la communauté peut être multiple : économique, social, environnemental, etc. Au-delà de ces résultats plutôt traditionnels, l'impact peut également être positif sur la perception des migrants de retour.
- Générées par des migrants de retour bénéficiant d'une **formation technique et d'un soutien en nature** de l'OIM et d'autres partenaires.

Cette première approche, déjà proposée par l'OIM depuis le début du projet en mai 2017, vise non seulement à intégrer socioéconomiquement les migrants de retour et les non-migrants à travers l'entrepreneuriat, mais aussi à avoir un impact positif sur le contexte social, économique, environnemental et sociétal au niveau communautaire. Il ne s'agit pas de favoriser les migrants de retour au détriment des membres de la communauté qui sont restés, mais d'insérer la réintégration économique et sociale des migrants de retour dans les mécanismes existants et de les renforcer si besoin. Dans cette logique, les observations de l'équipe de recherche et de nombreuses parties prenantes interrogées lors du terrain de recherche dans les six communautés confirment les conclusions d'études récentes¹³ sur les besoins en traitement des déchets et en recyclage dans les zones urbaines.

Dans le cadre de **l'approche placement**, deux types de placement sont possibles en Côte d'Ivoire dans le cadre d'un système d'orientation. D'abord, l'OIM peut orienter les migrants de retour vers **des projets existants dédiés à la jeunesse**. Cela nécessite les étapes suivantes : (i) Connaître les opportunités dans les centres urbains (fichier à maintenir à jour, par un chargé de projet à l'OIM) et les présenter systématiquement aux migrants de retour, (ii) Identifier les profils qui intéressent les porteurs de projets et négocier des quotas, et (iii) Inviter les porteurs de projets à la commission intergouvernementale sur le retour — commission qui devrait être ouverte aux ONG et organisations internationales en plus des entités gouvernementales (approuvé lors de l'atelier de validation).

Ensuite, l'OIM peut orienter les migrants de retour vers **le secteur privé**. L'importance d'impliquer le secteur privé est souvent mise en exergue par les rapports d'évaluation, mais les modalités sont ambiguës et demandent l'attention d'un chargé spécifique aux questions de suivi avec le secteur privé — ce qui n'est pas réaliste dans le cadre de l'approche « projets » en place de l'OIM. Les axes de prise de contact avec le secteur privé à travers des partenaires de l'OIM peuvent être considérés :

- La DGIE organise des « afterworks » à Abidjan avec des responsables business de la diaspora. Un afterwork pourrait inclure la présentation des profils des migrants afin de lister les compétences voulues par leurs entreprises, et éventuellement co-constituer des programmes de formation.
- Se mettre en relation directe avec les grands groupes français ou à travers la Délégation européenne
- Travailler à travers la GIZ — qui a développé des partenariats avec le secteur privé dans les domaines de cacao (Kraft Foods, CEMOI, CARGILL, Barry Callebaut, Touton), et du caoutchouc (SAPH, SOGB, CHC).
- Établir un projet préliminaire avec les chambres de commerce pour comprendre les priorités et besoins des entreprises, les informer sur les besoins des migrants de retour et identifier des idées de collaboration.

Le cas de la chaîne de valeur de la gestion et du recyclage des déchets : des dividendes socioéconomiques et environnementaux immédiats pour l'ensemble de la communauté urbaine et une possible clé de l'intégration des migrants de retour à Abidjan, Daloa, Bouaké et Korhogo

Les observations de l'équipe de recherche et de nombreuses parties prenantes interrogées lors du terrain de recherche dans les six communautés confirment les conclusions d'études récentes¹⁴ sur les besoins en traitement des déchets et en recyclage dans les zones urbaines. Les initiatives de recyclage inclusives impliquent tous les acteurs du cycle de gestion des déchets (ramasseurs de déchets, sociétés multinationales, gouvernement, communautés, ONG, CSO, entreprises de recyclage, résidents, etc.) afin de créer une valeur ajoutée pour chaque acteur, ce qui conduit à un développement économique, environnemental et social plus large. *« Contrairement aux économies plus développées, un pays comme la Côte d'Ivoire manque des infrastructures nécessaires pour éliminer efficacement les déchets, les recycler et les composter. C'est le rôle de la société civile et du secteur privé de combler cette lacune par des interventions ciblées, originales, qui tiennent compte du contexte urbain d'Abidjan et qui bénéficient à l'ensemble de la communauté »* (Secteur privé, Abidjan, septembre 2018).

Un rapport de la Banque Mondiale montre ainsi que plus les taux de développement économique et d'urbanisation en Afrique subsaharienne sont élevés, plus le volume de déchets produits est important. La croissance et les taux d'urbanisation des métropoles africaines comme Abidjan fait désormais de la gestion des déchets un enjeu environnemental ou social, *mais aussi* une opportunité économique — grâce au recyclage. Quatre bonnes pratiques peuvent aiguiller le développement de la chaîne de valeur de la gestion et du recyclage des déchets, mais aussi le financement et le lancement d'initiatives entrepreneuriales dans chacune des communautés interrogées — et en particulier Yopougon, Bouaké, Daloa :

- *Cyclus, une entreprise ghanéenne située à Elmina, ville côtière au sud d'Accra, s'est associée à une entreprise néerlandaise de gestion des déchets pour créer de la richesse grâce aux énormes volumes de déchets plastiques générés au Ghana. Cyclus collecte, traite et recycle une partie des déchets produits par les ménages, les hôtels, les restaurants et les industries opérant sur la côte ghanéenne. Le produit final est fourni à différents fabricants qui l'utilisent pour fabriquer des jeans, des tapis, des balles de tennis et plusieurs autres articles qui reviennent sur les marchés en tant que nouveaux produits.*
- *Les chaussures de la marque SoleRebels sont entièrement fabriquées à la main à partir de matériaux recyclés dans leur communauté d'origine : vieilles gommes de pneus de voiture, vêtements jetés au rebut et tissus biologiques tissés à la main. SoleRebels est devenue, il y a quelques années, la première entreprise de chaussures au monde à être certifiée par la World Fair Trade Organization, grâce à une approche éco-responsable. Avec un capital de moins de 10 000 dollars en 2004 et à l'aide d'un réseau d'artisans locaux, l'entreprise a construit un modèle prospère qui a créé des emplois et amélioré les moyens de subsistance dans sa communauté locale. La société compte aujourd'hui plus de 100 employés et près de 200 fournisseurs locaux de matières premières, compte plusieurs points de vente indépendants en Amérique du Nord, en Europe et en Asie et se vend maintenant dans plus de 50 pays.*

Au Nigeria, à Lagos, qui compte plus de 16 millions d'habitants et produit jusqu'à 10 000 tonnes de déchets par jour, Wecyclers s'est imposé depuis 2012 comme une entreprise sociale à but lucratif qui aide les communautés à recycler les déchets non gérés, voire non collectés. Wecyclers utilise des vélos « cargo » à faible coût et un système d'incitations basé sur les SMS pour fournir des services de recyclage pratiques aux ménages comme aux entreprises,

libérant ainsi les voies d'eau bouchées et les rues bordées de tas d'ordures. Sur la base des entretiens réalisés auprès des communautés et des entreprises locales, l'impact de Wecyclers dépasse largement la seule dimension économique et contribue à changer les mentalités. Le succès de l'initiative se fonde en grande partie sur son rôle sociétal et social fédérateur.

- Le programme « Sustainable Recycling Industries » (SRI) financé par la Confédération Suisse propose des solutions d'intégration et de participation des petites et moyennes entreprises industrielles à l'effort de transition vers des solutions écologiquement neutres : 1) études de l'impact social et environnemental des cycles de vie des produits ; 2) formations autour des questions du e-waste et des déchets en milieu urbain ; 3) co-design en partenariat avec le MIT (D-Lab) pour associer les communautés ou les acteurs publics et privés à l'élaboration des solutions de gestion et recyclage des déchets ; 4) financements durables de la chaîne de valeur.

L'analyse des besoins en gestion des déchets dans les zones urbaines de l'étude et les exemples de bonnes pratiques listées ci-dessus permettent d'identifier **plusieurs rôles possibles pour l'OIM**. Il faut par exemple souligner la difficulté des entrepreneurs ivoiriens à pérenniser leur activité à moyen — ou long-terme, ce qui requerra un accompagnement de l'OIM et des partenariats ciblés pour assurer le développement par étape et éviter par exemple la crise de croissance et la mauvaise planification en mettant un accent tout particulier sur le **suivi technique et financier**. Ces conclusions suggèrent qu'au-delà d'un rôle d'initiateur ou de financeur, l'OIM doit aussi avoir une responsabilité d'accompagnement à plus long-terme — via des partenariats. Les acteurs ivoiriens ayant des projets sur l'entrepreneuriat incluent le ministère de l'Emploi, le ministère de l'Agriculture, le ministère du Commerce, les partenaires bilatéraux et multilatéraux (comme la Banque Mondiale, la Coopération danoise/néerlandaise, l'AFD ou la Coopération suisse), les instituts de recherche (MIT, SRI), les initiatives privées (Wecyclers, Cyclus, SoleRebels, etc.) Pour l'OIM, le recyclage est à la fois adapté aux contextes urbains des six communautés interrogées, mais aussi garant de bénéfices sociaux, économiques et environnementaux : « *La gestion des déchets permet aussi de définir des solutions énergétiques — par le recyclage en briquettes — qui profitent à tous les ménages, migrants ou non — migrants. Cela apporte des solutions multiples tout en renforçant la dimension sociétale, entre les différents groupes sociaux.* » (Entretien avec le MIT D-Lab, octobre 2018)

RECOMMANDATIONS SOCIALES ET PSYCHOSOCIALES

Les dimensions sociales et psychosociales sont tout aussi cruciales que la dimension économique. On note en Côte d'Ivoire une connaissance certaine des acteurs sur les problématiques psychosociales du départ et du retour, mais une insuffisance d'acteurs formés sur les questions psychosociales.

L'urbanité des zones de retour présente à la fois des avantages et des inconvénients. D'un côté, les migrants en zones urbaines peuvent souffrir d'un manque de réseaux sociaux, particulièrement si la zone de retour n'est pas leur zone d'origine. De l'autre, le suivi psychosocial est facilité par la présence de plusieurs ONG et la proximité géographique des migrants de retour avec l'OIM dans les zones urbaines.

Comment renforcer la prise en charge et l'assistance psychosociale ? Plusieurs étapes sont à considérer :

- L'OIM pourrait collaborer avec les associations locales pour assurer un suivi après le retour des bénéficiaires dans leur région d'origine. Cela nécessiterait notamment une formation de ces structures pour s'assurer qu'elles possèdent les compétences requises. L'OIM, par le biais de ces organisations/associations, pourrait aider les bénéficiaires à s'organiser en associations ou en groupes

organisés qui se soutiennent et s'informent mutuellement, mais facilitent également la réintégration sociale. De même, l'OIM pourrait appuyer la création de centres d'accueil des migrants de retour ayant des besoins psychosociaux spécifiques (au sein de structures existantes) ;

- L'OIM pourrait également coopérer avec la Croix-Rouge (qui fournit déjà des formations socioprofessionnelles sur le terrain) ou les organisations présentes dans les communautés pour soutenir la formation du personnel dans la prise en charge des traumatismes (agressions sexuelles, viols, maltraitements, violences physiques et psychologiques) et la médiation avec les familles ;
- En général, il semble qu'il n'y ait qu'une offre limitée d'activités sociales pour les jeunes dans les communautés étudiées. L'OIM pourrait coopérer avec des ONG locales ou des associations de jeunes pour offrir un « programme d'activités mixtes » incluant des activités de socioculturelles, sportives et récréatives, des formations et des informations sur les opportunités d'emploi.

RECOMMANDATIONS INSTITUTIONNELLES : INFORMATION ET FORMATION

La formation et le partage de l'information sont deux conditions sine qua non pour assurer le succès de ces approches. Bien que ces deux approches impliquent des activités différentes à mettre en place par l'OIM, elles requièrent deux éléments communs : un soutien financier à fournir au migrant assisté et l'accès à la formation et à l'information.

- D'abord, un **soutien financier** doit être fourni aux migrants de retour durant la durée du programme de réintégration/formation pour s'assurer que le bénéficiaire puisse subvenir à ses besoins et aux besoins de sa famille. Cela assure que les migrants assistés n'utilisent pas les fonds destinés au financement du projet entrepreneurial pour leurs dettes ou frais médicaux.
- Ensuite, certaines **compétences** spécifiques nécessaires à une réinsertion réussie dans le marché du travail du pays d'origine doivent être renforcées à travers des programmes de formation, accompagnés d'un **partage effectif de l'information** portant sur le marché du travail local et les opportunités locales existantes. **La formation et le partage de l'information sont en effet une étape cruciale avant et après le retour.** Dans un rapport de 2018 pour l'OIM Maroc portant sur les principales opportunités de réintégration économique dans cinq pays d'origine, et notamment la Côte d'Ivoire », Samuel Hall argumente que le partage de l'information sur le pays d'origine est crucial avant le départ pour deux raisons principales. Cela permet aux migrants de retour de mobiliser les informations nécessaires pour se préparer au retour dans leur pays d'origine.

L'OIM Côte d'Ivoire organise des réunions d'information et des séances individuelles pour que les migrants assistés puissent préparer leur réintégration. Ces sessions doivent se concentrer sur deux types d'information économiques :

- Pour les migrants de retour qui souhaitent se lancer dans l'auto-emploi : les secteurs clés de l'économie au niveau national et local, les financements publics et privés disponibles et les modalités pour y accéder, les démarches pour accéder au crédit, les organisations qui peuvent soutenir le développement de business plans, et les démarches administratives à suivre pour l'entrepreneuriat individuel ou la mise en place de GIE.
- Pour les migrants de retour qui souhaitent accéder à un emploi formel : les bureaux d'emploi disponibles dans le pays d'origine et les démarches pour bénéficier de leurs services et l'éventail des emplois dans les secteurs clés (notamment agricoles).
- Pour tous : les modalités d'accès à l'éducation primaire et supérieure, à l'apprentissage et à la formation professionnelle. Présentation claire du soutien disponible et fourni par l'OIM, et présentation des activités pertinentes des autres organisations internationales et nationales.

L'OIM Côte d'Ivoire est en position d'animer ces sessions. Parmi les bonnes pratiques, on retiendra les suivantes :

- Inviter des entrepreneurs locaux pour présenter leurs expériences
- Développer un site web qui présente une information actualisée sur les pays d'origine, en collaboration avec les bureaux OIM dans les pays d'accueil.

À noter, ces sessions peuvent également servir à identifier les migrants de retour avec des vulnérabilités particulières et qui nécessitent une orientation vers des partenaires (par exemple, psychosociaux).

La formation est essentielle pour s'insérer sur le marché de l'emploi formel ou informel. Deux types de formation peuvent être envisagés en fonction des aspirations, compétences et motivations des migrants de retour :

- Des formations courtes pour les migrants de retour qui fournissent un coaching, les standards des secteurs clés, et encouragent la mise en place de réseaux de migrants de retour.
- Des formations longues pour acquérir un socle de compétences solides.

Les formations courtes doivent inclure une dimension de **coaching** pour personnaliser le soutien fourni et encourager la confiance en soi chez les migrants de retour — qui ont pu développer des sentiments d'échec suite à l'interruption de leur projet migratoire. Le « coach » peut être un membre de l'OIM, un(e) assistant(e) social(e), ou un entrepreneur — en fonction du niveau de vulnérabilité du groupe de migrants qui reçoit le soutien.

Ces formations courtes doivent inclure un apprentissage sur les **standards** dans les secteurs porteurs afin d'aider les migrants de retour à contribuer au développement social, économique et environnemental des pays d'origine à travers la pré-formation. Cela fournirait une valeur ajoutée aux bénéficiaires et facilitera leur réintégration au marché du travail en privilégiant la qualité, l'éthique, et le long terme. Ces standards incluent :

- **Agribusiness** : Présenter l'éventail des métiers pour encourager les jeunes à s'investir dans l'agribusiness et présenter les standards de l'industrie de type « label de qualité » (Max Havelaar) ou agriculture biologique afin d'aider les migrants de retour à être des agents du changement dans leurs pays d'origine.
- **BTP** : Présenter les standards de construction durable et écologique.
- **Tourisme** : Présenter les options d'éco-tourisme — forme de voyage responsable dans les espaces naturels qui contribue à la protection de l'environnement et au bien-être des populations locales.
- **Gestion des déchets et recyclage** : Sensibiliser au potentiel économique comme aux dividendes sociaux et environnementaux, ce qu'un programme comme le « Sustainable Recycling Industries » (SRI) ou le MIT (D-Lab) ont mis en place avec succès dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne (Ghana, Nigeria ou Ouganda).

Les sessions d'information et les formations peuvent **constituer un lieu de création de liens sociaux entre les migrants de retour** — l'OIM Côte d'Ivoire doit donc fournir un espace pour permettre aux migrants candidats au retour de partager leur expérience et de se mettre en réseau avant le retour au pays. Cette plateforme peut également permettre à l'OIM de présenter les projets collectifs ; et aux migrants de retour de se mettre en groupe avant le retour s'ils vivent dans des zones similaires. Le réseau d'entraide peut avoir des bénéfices économiques, mais également psychosociaux en fournissant un lieu offrant une liberté d'échange sur les difficultés du retour, et des traumatismes liés à l'échec du projet migratoire.

Les formations longues sont indiquées pour les migrants de retour qui font preuve d'une grande motivation et qui ont au moins le bac. L'OIM peut aider les migrants assistés lors de la phase de candidature, ou se mettre en contact avec les centres de formation afin de créer un partenariat.

L'OIM a un rôle central dans le système de réintégration en Côte d'Ivoire — mais d'autres acteurs ont également un rôle clé et peuvent s'impliquer — à travers des actions basées sur leurs valeurs ajoutées — afin d'aider à la réintégration économique, sociale et psychosociale des migrants de retour.

- Gouvernement ivoirien : la formalisation des micro-entreprises ivoiriennes est un défi important. Défisiscaliser les entreprises lancées par les migrants de retour encouragerait les jeunes à s'engager dans le secteur formel.
- Union européenne (UE) : l'UE, en tant que bailleur et partenaire des entreprises privées, peut faire le lien entre les différentes agences gouvernementales (comme l'AEJ), l'OIM et les entreprises privées afin de mettre en place des systèmes d'orientation.

La connaissance des risques liés à la migration n'est un facteur d'influence du désir de rester que pour 8 % des répondants. Cette donnée est cruciale pour évaluer la pertinence des campagnes de sensibilisation. Les analyses ci-dessous confirment le peu de poids de l'information et de la communication.

Si l'on se réfère à l'approche de l'écosystème exposée au début de notre étude, l'examen de ces résultats met en lumière le **microsystème** (foyer, famille, amis, pairs) et le **mésosystème** comme **sources prépondérantes de confiance** d'une part, et qui contraste, d'autre part, avec l'expression **d'une défiance envers les parties prenantes de l'exosystème** (gouvernement, Nations Unies). Plusieurs points d'attention sont à relever :

- En conformité avec les perceptions associées à l'honnêteté des acteurs étatiques, la **confiance exprimée par les répondants envers le gouvernement est inférieure ou égale à 20 %** dans l'ensemble des communautés étudiées. Le constat est plus positif à Korhogo (56 %). Ces données rappellent que **les stratégies de communication et de visibilité de l'OIM doivent prendre en compte les gaps et les besoins en termes de renforcement des capacités des autorités administratives et institutionnelles en Côte d'Ivoire.**
- Au niveau du mésosystème, 41 % des répondants jugent les leaders communautaires et religieux honnêtes, et 19 % considèrent que les leaders religieux sont des sources d'information fiable.
- Bien qu'en dessous de la majorité, ces chiffres soient supérieurs à la confiance accordée à l'ONU (32 %) qu'aux ONG (29 %).
- Hors du microsystème, les médias et les réseaux sociaux (notamment Facebook) sont la source d'information considérée comme étant la plus sûre par les jeunes ivoiriens interrogés.

Il est donc nécessaire pour l'OIM de mettre en place des projets C4D en collaboration avec les membres du microsystème (familles) et du mésosystème (leaders communautaires et religieux) dans une moindre mesure afin de favoriser la confiance des populations locales dans l'ONU et dans les ONG locales.

RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES POUR LES COMMUNAUTÉS

Le tableau suivant fournit un résumé des profils communautaires et des interventions prioritaires présentés dans le rapport cartographique de l'étude. Les profils détaillant les principales forces et faiblesses des communautés interrogées sont fournis à la suite de ce tableau récapitulatif. Les interventions à Abidjan peuvent être faites au niveau de la ville, en s'assurant de financer le déplacement des habitants des différents quartiers.

<i>Communauté</i>	<i>Défis économiques</i>	<i>Défis sociaux et psychosociaux</i>	<i>Interventions prioritaires</i>
DALOA	Déclin des industries	Zone de départs importante.	<p>PRIORITÉS ÉCONOMIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> Fournir un soutien d'appoint le temps que l'activité de réintégration se mette en place Améliorer les circuits de commercialisation (noix de cajou, ciment) et former les jeunes autour des métiers de la chaîne de valeurs Valoriser les secteurs porteurs en présentant des modèles de réussite (en particulier BTP et recyclage des déchets avec les partenaires indiqués dans le tableau 4) Malgré des lacunes en matière de capacités matérielles et techniques, les structures gouvernementales (AGEFOP, AEJ) doivent être impliquées dans une perspective de renforcement des capacités à long terme. <p>PRIORITÉS EN DÉVELOPPEMENT DE CAPACITÉS PSYCHOSOCIALES :</p> <ul style="list-style-type: none"> Former les associations locales en suivi des cas et en soutien psychosocial pour les familles et les migrants assistés au retour Soutien à la mise en place d'un cadre de concertation local pour renforcer la cohésion sociale, la cartographie précise des besoins en renforcement de capacités (priorisation) et le dialogue politique. Encourager la préfecture à mener la coordination entre les différents acteurs pour éviter les duplications entre les différentes campagnes en cours.
KORHOGO	Sous-emploi et chômage Manque de soutien technique et financier pour les entrepreneurs	Un sentiment de marginalisation exprimé par certains membres de la communauté	<p>PRIORITÉS ÉCONOMIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> Korhogo est un terrain pertinent pour mettre en place des activités communautaires liées aux chaînes de valeur agricoles notamment dans l'anacarde, mais aussi les trois autres secteurs suggérés (BTP, tourisme et recyclage des déchets avec les partenaires du tableau 4) Des alternatives à l'agriculture doivent être proposées dans l'éventail des activités : <ul style="list-style-type: none"> Se mettre en contact avec la Chambre de Commerce de Korhogo afin d'identifier les employeurs intéressés et leur proposer des formations co-construites afin de rendre les personnes formées compétitives. Valoriser les métiers agricoles et artisanaux en présentant des modèles de réussite. <p>PRIORITÉS EN DÉVELOPPEMENT DE CAPACITÉS PSYCHOSOCIALES :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'OIM est perçue par les partenaires gouvernementaux et les ONG locales et nationales comme l'acteur pertinent qui doit prendre en charge financièrement le suivi pour la réintégration. Sur le long terme, l'OIM doit soutenir les associations locales afin de s'assurer de leur autonomisation et de leur capacité à prendre en charge les migrants de retour avec un soutien minimal.

<p>BOUAKE</p>	<p>Pertes d'opportunités économiques dues à la crise post-électorale</p>	<p>Trouble de l'ordre public dû à des mutineries de démobilisés</p>	<p>PRIORITÉS ÉCONOMIQUES :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Valoriser les secteurs porteurs en présentant des modèles de réussite (en particulier BTP et recyclage des déchets avec les partenaires indiqués dans le tableau 4) • Un travail de mise en contact peut être fait auprès des entreprises comme Olam ou les opérateurs du Marché de Bouaké afin d'identifier les besoins en formation d'employés potentiels. • L'OIM peut organiser une rencontre avec les organisations citées sur la deuxième page pour présenter le profil et les CV des migrants de retour et développer
----------------------	--	---	--

Communauté	Défis économiques	Défis sociaux et psychosociaux	Interventions prioritaires
			<ul style="list-style-type: none"> L'OIM peut aussi développer, en collaboration avec ses partenaires, un module de formation des jeunes et migrants de retour urbains destiné aux techniques de recherche d'emploi et d'auto-emploi afin de renforcer les capacités des réfugiés dans la recherche d'emploi salarial ou le montage d'une activité génératrice de revenus. <p>PRIORITÉS EN DÉVELOPPEMENT DE CAPACITÉS PSYCHOSOCIALES :</p> <ul style="list-style-type: none"> Former les associations locales en suivi des cas et en soutien psychosocial pour les familles et les migrants assistés au retour Former les autorités locales aux problématiques « Migration et Développement », au-delà de la question du retour seule
ABOBO	<p>Activité économique basée sur le secteur informel</p> <p>Absence d'industrie</p>	<p>Faiblesses dans l'accès aux services (notamment santé)</p> <p>Insécurité</p>	<p>PRIORITÉS ÉCONOMIQUES :</p> <p>Une approche individuelle</p> <ul style="list-style-type: none"> À Abidjan, l'OIM devrait se concentrer sur l'amélioration de l'accès individuel aux opportunités existantes tout en veillant à ce que les dividendes sociaux soient partagés entre les membres de la communauté. L'OIM peut fournir aux bénéficiaires des outils pour accéder aux opportunités existantes grâce à l'approche individualiste. En effet, vu la dispersion des bénéficiaires à Abidjan, une approche individuelle et entrepreneuriale est la plus pertinente pour prendre en charge la réintégration des migrants de retour. Pour cela, la prise de contact avec les bénéficiaires et l'établissement des relations de confiance est nécessaire. Puisque les migrants de retour sont souvent méfiants à l'endroit des autorités, l'identification d'un point focal, préférablement rattaché à une ONG locale, comme la Croix Rouge Ivoirienne (une bonne pratique en Côte d'Ivoire comme au Sénégal), est prioritaire. Le point focal pourrait accueillir le bénéficiaire dès qu'il arrive pour l'orienter sur les possibilités et opportunités afin alléger la réintégration et pour garantir un suivi lors des premiers mois (mise en contact avec des employeurs et/ou les programmes de formation, orientation vers des services d'appui psychologique en cas de besoin, sensibilisation de la famille, etc.).
YOPOUGON	<p>Difficulté d'accéder à l'emploi pour les jeunes malgré la présence d'industries</p>	<p>Anomie sociale</p> <p>Absence de réconciliation effective suite à la crise post — électorale</p> <p>Insécurité</p>	<ul style="list-style-type: none"> Il est aussi recommandé à l'OIM de développer un <u>réseau</u> d'initiatives pilotes dans différentes modalités de gestion des déchets et de recyclage (chaussures, produits artisanaux, briques énergétiques, etc.). Le recours aux acteurs et expériences — toutes couronnées de succès — mentionnés dans cette étude permettra à l'OIM d'identifier les rôles qu'elle peut jouer (financement, support technique, mise en relation, voyages d'études au Ghana ou au Nigeria, etc.) et les partenaires utiles : bailleurs (Banque mondiale, UE, DFID ou Confédération Suisse), acteurs techniques (SRI, MIT), secteurs privés ou ONG expérimentées dans d'autres contextes (Wecyclers, TakaTaka, Cyclus, etc.). Les dividendes du réseau de projets portés par l'OIM pourraient être significatifs en termes économiques, environnementaux et sociétaux. Il est donc conseillé d'adopter dès le début une approche « pilote », « apprentissage », ou <i>flexible learning</i>.
ADJOUFFOU	<p>Absence d'opportunités économiques formelles</p>	<p>Tensions entre les autorités et la jeunesse</p> <p>Vulnérabilités importantes</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les autres secteurs identifiés — BTP, tourisme ou anacarde — sont aussi pertinents, au cas par cas, et requièrent des études de faisabilité rapide en partenariat avec les acteurs identifiés au tableau 4. <p>PRIORITÉS EN DÉVELOPPEMENT DE CAPACITÉS PSYCHOSOCIALES :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'OIM peut également mener plus facilement des activités spécifiques de renforcement des capacités institutionnelles, professionnelles/techniques et psychosociales des partenaires d'exécution (gouvernement, ONG locales, prestataires de formation). Le suivi est plus facile dans les zones urbaines grâce à la présence de plusieurs ONG. L'OIM devrait former les partenaires d'implémentation sur le lien entre les activités de C4D et les mécanismes de suivi communautaires. Ces activités peuvent être complétées par un engagement dans les médias sociaux, notamment via Whatsapp ou des groupes Facebook pour les migrants de retour, ainsi que le développement d'un pilote autour de l'initiative dite d'antiAtlas.

Samuel Hall est un bureau d'étude proposant des services d'analyses d'experts, des conseils personnalisés et un accès aux connaissances locales pour un large éventail d'acteurs opérant dans les environnements les plus difficiles du monde.

Nous sommes spécialisés dans les enquêtes socioéconomiques, les études privées et publiques et l'évaluation de l'impact de divers acteurs humanitaires et de développement. Grâce à une approche rigoureuse et à l'inclusion d'experts universitaires, de praticiens de terrain et d'un vaste réseau de chercheurs nationaux, nous apportons des idées novatrices et des solutions pratiques pour résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques les plus urgents de notre époque.

Samuel Hall a des bureaux en Afghanistan, au Kenya et en Somalie et est présent en France, en Allemagne, au Sénégal, en Tunisie et aux Émirats arabes unis. Pour plus d'informations, veuillez visiter : www.samuelhall.org.



development@samuelhall.org